



Investir dans les populations rurales

## République de Côte d'Ivoire

---

### **Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation – Extension Ouest (PROPACOM- Ouest)**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 5 au 16 décembre 2016

Date du document: 24/01/2017

No. du Projet: 1100001590

No. du rapport: 4340-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. État d'avancement de l'exécution du projet	8
D. Gestion fiduciaire	9
E. Durabilité	13
F. Autres aspects	14
G. Conclusion	14

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	17
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	21
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	27
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	45
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	51
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	57
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	59

## Sigles et acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AM	Aide-Mémoire
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
CD	Compte Désigné
CDD	Contrat à durée déterminée
CEDAICI	Caisse d'Epargne de Crédit pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire
CER	Crédit Entreprise Rurale
CGR	Crédit Groupement Rural
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSTAB	tableaux de coûts du projet
CRC	Cadre Régional de Concertation
CTC	Consultant Transformation Commercialisation
DANO	Demande d'Avis de Non-Objection
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DARME	Direction des Aménagements Ruraux et de la Modernisation des Exploitations Agricoles
DCP	Document de Conception de Projet
DDA	Direction Départementale de l'Agriculture
DEP	Direction de l'Évaluation des Projets
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DID	Développement International Desjardins
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations Agricoles
DMP	Direction des Marchés Publics
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DPD	Demande de Paiement Direct
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSF	Debt Sustainability Framework
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	États Certifiés des Dépenses
ESOP	Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IF	Institution Financière
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
MCR	Micro Crédit Rural
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts
MPR	Mécanisme de Partage des Risques
OFID	OPEC Fund for International Development
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PSR	Project Status Report
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCMEC-CI	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
RMP	Revue à Mi-Parcours
S&E	Suivi et évaluation

SAF	Système Administratif et Financier
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SOSP	Service Officiel des Semences et Plants
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
UCP	Unité de Coordination du Projet
UNACOOPEC-CI	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
USD	Dollar des Etats-Unis



## **A. Introduction<sup>1</sup>**

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a eu lieu en Côte d'Ivoire du 5 au 16 décembre 2016 dans le cadre de la supervision du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Extension Ouest (PROPACOM Ouest). Cette mission avait pour objectif général d'examiner le niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en 2015, d'apprécier la pertinence des approches et stratégie de mise en œuvre et de mesurer le degré d'atteinte des objectifs du projet.
2. De manière spécifique, la mission de supervision devait: (i) évaluer l'état de mise en œuvre du Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2016, (ii) analyser et faire des recommandations sur le PTBA 2017; (iii) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services; (iv) analyser avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes et proposer des solutions appropriées; (v) évaluer la pertinence des manuels, et (vi) préparer les fiches PSR (Project Status Report).
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM-Ouest a eu plusieurs séances de travail avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) et les antennes régionales de Man et de Séguéla pour passer en revue: i) l'état d'avancement du PTBA révisé 2016 du PROPACOM-Ouest; ii) la qualité de la gestion du projet; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours (RMP) datant de mai 2016; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Au terme de la mission, il a été organisé le 14 décembre 2016, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission. Le présent rapport de supervision fait non seulement le point des résultats de la mission mais intègre également les commentaires et observations faites lors de cette réunion de synthèse à laquelle l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR) a également participé.
5. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet**

6. L'accord de financement du PROPACOM Ouest a été signé le 21/11/2014 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 03/10/2015 à Toubia. Le projet comporte trois composantes dont, deux composantes techniques: i) Amélioration durable de la production agricole et ii) Valorisation et mise en marché et une de Coordination-Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs. Dans la zone d'intervention, il cible 30 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz pluvial, maïs, manioc et cultures maraîchères.
7. Bien que PROPACOM Ouest soit réellement à sa deuxième année de mise en œuvre (en partant de la date de signature), le PTBA 2016 est le premier programme de travail mis en œuvre par le personnel, qui n'a pris fonction dans les antennes qu'entre janvier et mars 2016.
8. D'une manière générale le projet d'extension du PROPACOM à l'Ouest (PROPACOM Ouest), en vigueur depuis novembre 2014, accuse du retard en raison: (i) de certaines lenteurs ayant retardé l'effectivité du premier décaissement qui n'est intervenu que le 11/11/2015 pour le don ASAP (Adaptation for Smallholder Agriculture Programme) et le 07/12/2015 pour le prêt FIDA et (ii) du temps pris pour négocier, signer et approuver les conventions avec le Ministère de l'Environnement et

---

<sup>1</sup> La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane Sarr, Chef de mission technique et Spécialiste en génie rural; (iii) M. Amadou Oury Diallo, Spécialiste en organisations professionnelles agricoles; (iv) M. Michel Kouda, Spécialiste en production agricole et en adaptation au changement climatique; (v) M. Alain Traore, Spécialiste en développement des chaînes de valeurs et des entreprises agricoles rurales; (vi) M. Georges Moussa Sarr, Spécialiste en gestion administrative et financière; (vii) Mme Odile Sarassoro, Chargée d'Appui programme du FIDA pour la Côte d'Ivoire, Spécialiste des aspects institutionnels et de stratégie de sortie/durabilité; (viii) M. Samir Béjaoui, Chargé de Programme du FIDA, Chargé d'assistance aux aspects de suivi-évaluation. Le Gouvernement ivoirien était représenté par: (a) M. Silue Sionséligam, Directeur de l'Evaluation et des Projets (DEP) du MINADER b) M. Yassongui Silue, Chargé d'Etudes à la DEP.

des Forêts (MINEF) et la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM).

9. Le taux d'exécution physique du PTBA 2016 révisé est au 30/11/16 de 49,73% avec des taux par composantes de 43% pour la composante «Amélioration durable de la production agricole», 100% pour la composante «Valorisation et mise en marché des produits agricoles», et 59% pour la «Coordination et gestion».

10. A date, la gestion financière du projet se caractérise par: i) un faible taux d'exécution financière du PTBA à un mois de la clôture de l'exercice, plus précisément de 57,6% portant essentiellement sur des acquisitions d'immobilisations et des charges récurrentes; ii) des performances financières par bailleurs considérées comme «très insatisfaisantes» au regard du profil de décaissement pour ce type de projet avec un taux de décaissement de 5,68% et enfin par une organisation non optimale du Service Administratif et Financier-SAF (cf. partie fiduciaire).

### **Composante 1: Amélioration durable de la production agricole**

11. La composante 1 a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole, notamment par la production de 11 500 tonnes de riz irrigué sur 2 300 ha avec un rendement moyen de 5 tonnes/ha, 20 250 tonnes de riz pluvial sur 13 500 ha pour un rendement moyen de 1,5 tonnes/ha, 18 000 tonnes de maïs sur 9 000 ha pour un rendement attendu de 2 tonnes/ha et 67 500 tonnes de manioc à raison de 15 tonnes/ha. Il est prévu également la réalisation de 80 ha pour des productions maraîchères. Enfin il a été prévu la mise en œuvre de microprojets au profit de 30 000 exploitants agricoles à travers l'appui à la professionnalisation de 578 Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) de type "groupement" et de 15 OPA de type "union".

12. Pour atteindre ces objectifs, le PROPACOM-Ouest a prévu de faciliter l'accès des petits producteurs aux facteurs de production par la mise à leur disposition de semences améliorées, d'engrais, de produits phytosanitaires, d'équipements et de matériels pour initier et soutenir la mécanisation agricole dans la zone du projet. Enfin, il est également prévu l'appui-conseil agricole et surtout des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds pour 2 300 ha du riz irrigué et 80 ha de périmètres maraîchers.

13. Au passage de la mission de supervision, les consultants ont pu noter le démarrage effectif des trois catégories d'actions suivantes: information/sensibilisation, sélection des microprojets et production du matériel végétal.

14. **Information/sensibilisation** Ces activités visent à faciliter la compréhension du projet et à sensibiliser les populations sur la vision, la stratégie, les objectifs et les résultats attendus non seulement par composante mais aussi et surtout du projet dans son ensemble. Ce volet d'information/sensibilisation a démarré par plusieurs actions multiformes dans les départements abritant le siège des antennes régionales. Des séances plus rapprochées ont été organisées au profit des populations dans les chefs-lieux de régions administratives de chaque antenne ainsi que dans les entités administratives inférieures que sont les départements, les sous-préfectures et les villages. Les séances de sensibilisation, quoiqu'étant à leur début, semblent avoir eu un effet auprès des populations au vu de l'affluence des demandes de microprojets qui arrivent au niveau des antennes.

15. **Sélection des microprojets** Au 30/11/16, un total de 586 demandes d'appui a été enregistré dont 242 à Man et 344 à Séguéla. L'instruction des microprojets a démarré seulement en début décembre 2016 et ainsi, au passage de la mission, aucun microprojet n'était encore disponible. L'objectif visé est de soumettre pour adoption aux Cadres Régionaux de Concertation (CRC) prévus au premier trimestre 2017 un lot de 168 propositions de microprojets (100 à Man et 68 à Séguéla).

16. La mise en œuvre du PROPACOM-Ouest doit s'inspirer de l'exécution du PROPACOM et tirer les enseignements sur la sélection et la formulation des microprojets. Tenant compte des difficultés rencontrées, des critères doivent être fixés afin de faciliter un «screening» des demandes pour ne présélectionner que des demandes techniquement réalisables et pertinentes (donc susceptibles d'être approuvées par les CRC) eu égard au cadre des objectifs du projet tel que stipulé dans le cadre logique.

17. Ainsi, au niveau des microprojets qui comportent des aménagements hydroagricoles, il est proposé à l'UCP de faire une étude sur la sélection des sites potentiels dans toute la zone du projet afin de faciliter, par anticipation, les études d'exécution à entreprendre dans les sites devant porter des microprojets.



18. **Production de matériel végétal.** Les objectifs de production de semences R1 certifiées fixés au projet sur l'ensemble des régions d'intervention sont pour le de riz irrigué de 66 tonnes, 150 tonnes de riz pluvial, 45 tonnes de maïs et les boutures de manioc sur 380 ha de parcs à bois à installer.

19. La production de matériel végétal a démarré en juin 2016 avec les mises en place de parcelles semencières par 93 groupements communautaires. Les réalisations sont de 2,3 ha de riz irrigué, de 36 ha de riz pluvial, de 36 ha de maïs et de 113 ha de parc à bois de manioc. Pour les céréales, il s'agit de la production de semences R1 certifiées.

20. L'acquisition directe de semences de base de riz irrigué, de riz pluvial et de maïs s'est faite avec le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) tandis que les boutures ont été acquises auprès de producteurs-relais sous la supervision du SOSP (Service Officiel des Semences et Plants) et du LANADA (Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole) qui ont procédé à la certification des semences de céréales et à la vérification sur le terrain de l'état sanitaire des boutures reçues au moyen d'analyses au laboratoire.

21. Les intrants nécessaires ont été livrés et mis en place. Les céréales sont attendues en fin décembre 2016 tandis que le premier et deuxième recepage des boutures sont envisagés respectivement en avril 2017 et avril 2018.

22. La production de semences R1 certifiées attendue est de 10 tonnes de riz irrigué, 34 tonnes de riz pluvial, 30 tonnes de maïs et 1 500 000 unités de boutures saines (dont 600 000 en 2017 et 900 000 en 2018).

23. On peut toutefois se poser des questions sur l'opportunité à produire dès maintenant des semences de riz irrigué, étant entendu: (i) qu'aucun microprojet comportant des aménagements/réhabilitation n'est encore approuvé par les CRC et que (ii) de telles semences ne peuvent se conserver sans dommages jusqu'à 2017 voire 2018.

#### Recommandations sur la formation et l'encadrement des producteurs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Entreprendre dès début 2017 une étude de faisabilité qui mettra à la disposition de l'UCP les sites potentiels où des aménagements hydroagricoles sont possibles dans toute la zone du projet. Le résultat sera une liste de sites disponibles	UPC	Janvier 2017
Etablir les périodes de production des semences ainsi que les quantités correspondantes nécessaires pour chaque année et procéder à leur acquisition (production ou achat) à temps en évitant les longues périodes de conservation/stockage afin de préserver leur potentialité germinative aux dates de semis	UPC	Janvier 2017

24. **Adaptation au Changement Climatique** Depuis l'approbation de la contribution spécifique de ASAP dans la mise en œuvre du PROPACOM Ouest intervenue en novembre 2014, les activités ayant connu un début d'exécution sont la préparation de trois conventions avec les partenaires impliqués dans l'exécution du PROPACOM, notamment: deux avec le MINEF pour contribuer à l'exécution des projets Muraille Verte et Reboisement des Flancs de Montagnes d'une part et, d'autre part, avec la SODEXAM pour l'installation de matériel de mesures météorologiques.

25. La durée relativement longue prise pour les négociations, la signature et l'approbation finale des trois conventions n'a permis à tout ce processus de s'achever qu'à la fin de la présente mission. Il est donc nécessaire de relancer des concertations avec les parties prenantes pour un démarrage effectif des actions de terrain sous exécution ASAP. Cela devra commencer par une reprogrammation des actions non exécutées en 2016 dans le PTBA 2017 pour les différentes activités afin qu'au niveau des zones concernées les premières activités connaissent un début d'exécution effective. Par ailleurs, l'UCP devra accélérer les décaissements destinés à ses principaux partenaires de terrain que sont le MINEF et la SODEXAM afin que ces derniers ne retardent pas leur part dans l'exécution du projet.

26. Il en est de même en ce qui concerne la formation des OPA à l'utilisation des données pour la planification de leurs activités agricoles et les activités relatives à la mise à disposition des semences adaptées aux effets du changement climatique. Il semble toutefois que des actions sont anticipées dans l'acquisition du matériel roulant au niveau de l'UCP ainsi qu'au niveau des projets «Flanc de Montagne et Muraille verte» sur initiative des structures concernées au sein du MINEF pour limiter les

retards. Ces anticipations n'ont toutefois pas engendré de décaissements ou autres formes d'allocation de ressources pour les activités entreprises.

27. L'exécution du volet ASAP a été relativement modeste et s'est limitée essentiellement à la préparation de différents dossiers, termes de références et contacts divers de partenaires entrant dans le cadre de l'obtention de conventions prévues et approuvées.

28. Le taux d'exécution physique de ASAP au regard des objectifs du PROPACOM-Ouest et même du PTBA révisé est quasiment nul en dépit d'un taux de décaissement de 9%. La non-approbation des conventions à temps et les procédures de contractualisations extrêmement longues sont la cause principale de cette absence d'exécution physique. Il est à espérer que l'approbation des conventions intervenues à la fin de la mission permettra le démarrage effectif de certaines activités avant la fin de l'année 2016 ou au tout début de 2017.

### Recommandations sur l'adaptation au changement climatique

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans le programme d'actions d'information et de sensibilisation du projet les actions relatives à l'utilisation de la fumure organique et à l'agroforesterie	UCP	Immédiat et continu
Effectuer une reprogrammation des activités terrain en concertation avec les partenaires impliqués	UCP	Décembre 2016
Faire l'état des lieux des niveaux de production céréalière (rendements, surfaces et volumes) dans la zone du PROPACOM Ouest afin d'évaluer l'impact des actions appuyées par ASAP	UCP	Février 2017

### Accès au financement rural

29. Dans le cadre du volet "*financement rural*", le groupe «Développement International Desjardins (DID)» a été commis pour réaliser une étude sur *l'identification des besoins en services financiers des cibles du PROPACOM*. A la suite de cette étude, un chronogramme de mise en œuvre a été élaboré avec les cinq tâches principales suivantes: (i) l'identification des Institutions Financières (IF), (ii) l'implantation des programmes d'inclusion financière, (iii) l'implantation des programmes d'éducation financière, (iv) la facilitation de l'accès au crédit et (v) la réalisation d'une enquête de satisfaction et d'impact auprès des OPA et de leurs membres. Les activités réalisées depuis le début de l'année 2016 sont indiquées ci-après.

30. **Financement des équipements.** Pour toutes les OPA en amont et en aval de la production, il est proposé un cofinancement des équipements de production et de transformation. Le projet apportera une contribution à hauteur de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobiliseront une contribution financière de 10% ou plus en fonction de leurs capacités d'autofinancement et les 60% (au maximum, en fonction de leur mise de départ) restants seront empruntés par l'OPA auprès d'une IF partenaire.

31. **Documents portant sur les finances rurales du PROPACOM Ouest.** Un manuel de procédures du mécanisme de partage des risques et un guide sur le mécanisme de financement des intrants et équipements ont été élaborés et validés en interne en juillet 2016. Ces documents seront partagés avec l'ensemble du personnel du projet et les IF partenaires.

32. Le manuel de procédures du mécanisme de partage des risques (MPR) à l'attention des IF décrit les modalités de mitigation des risques d'impayés sur les prêts accordés par les IF aux cibles du PROPACOM-Ouest. Le principe est que le MPR couvre 50% des impayés sur le prêt en capital uniquement.

33. Quant au guide sur le mécanisme de financement des intrants et équipements, il est un document à l'usage du personnel et présente la synthèse de la stratégie du PROPACOM-OUEST sur l'accès aux services financiers, principalement les crédits (campagne, équipement et besoin en fonds de roulement). Le but est de favoriser une bonne compréhension de la stratégie pour une meilleure sensibilisation des cibles du projet.

34. **Produits de crédit développés par le PROPACOM.** Sur la base du rapport de l'étude sur les services financiers menée en 2015 et avec l'appui de DID, trois produits de crédit spécifiques aux cibles du PROPACOM ont été développés, à savoir le Micro Crédit Rural (MCR), le Crédit Groupement Rural (CGR) et le Crédit Entreprise Rurale (CER). Le MCR est destiné aux membres

individuels des OPA mettant en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) non agricoles. Les montants des crédits varient de 50.000 à 500.000 FCFA maximum, et remboursables sur 10 mois. Le CGR est destiné aux membres des OPA réunis en groupe de 5 à 10 et qui mènent des AGR agricoles ou non-agricoles; les montants à octroyer iraient de 30.000 à 120.000 FCFA pour chaque membre, avec une notion de caution solidaire entre les membres du groupe. Ces prêts sont remboursables sur une période de 12 mois. Quant au CER, il est développé en direction des OPA, des ESOP (Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs), des particuliers opérant dans la chaîne des valeurs des filières ciblées par le projet. Les montants à octroyer vont de 500.000 à 20 millions FCFA avec une durée de 36 mois. L'implémentation de ces produits sera faite par les IF à travers une convention avec le PROPACOM.

35. **Formation du personnel des IF partenaires.** L'UCP a organisé un atelier de formation du 22 au 25/11/16 sur ces nouveaux produits à l'attention de 37 personnes dont 6 femmes, soit 9 agents de crédit (dont une femme) et de 12 dirigeants d'IF (dont une femme), 9 superviseurs (dont 2 femmes), 5 analystes crédit (dont une femme) et 2 autres personnes ressources (dont une femme).

36. **Conventions avec les IF.** A l'issue des premières négociations avec l'ensemble des IF intervenant dans les zones du PROPACOM, un projet de conventions a été élaboré avec les premières IF qui ont marqué leur intérêt à accompagner le projet, à savoir l'Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (UNACOOPEC-CI) et le Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (RCMEC-CI). La convention avec l'UNACOOPEC-CI est en attente d'une autorisation de la Direction des Marchés Publics (DMP) depuis le 14/11/2016. Quant au RCMEC-CI, l'UCP approchera cette IF pour étudier la possibilité d'ouverture de points de services dans la zone du PROPACOM Ouest. En effet, cette IF n'est implantée que dans la zone du PROPACOM dont l'achèvement est fixé au 31/03/2018. D'autres IF comme MICROCRED et Caisse d'Epargne de Crédit pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire (CEDAICI) se sont montrées intéressées au mécanisme de financement des cibles du PROPACOM. Après la signature des accords de confidentialité entre ces IF et l'UCP, les projets de conventions sont en cours d'examen par leurs services compétents respectifs.

37. **Solution de banque à distance (E-banking).** Une mission technique (UCP, UNACOOPEC-CI et RCMEC-CI) a été effectuée du 06/09/16 au 09/09/16 au Sénégal sur l'inclusion financière en collaboration avec le cabinet canadien DID pour la prospection d'une solution de banque à distance. La mission a visité et échangé avec SEWA Group SA qui est un intégrateur de solutions de mobilisation et de sécurisation de fonds, et de transactions commerciales.

38. Pour faire suite à une recommandation relative à l'Avis de Non-Objection (ANO) du FIDA autorisant ladite mission, l'UCP a organisé un atelier de restitution le 22/09/16 au bureau-pays du FIDA en Côte d'Ivoire, avec la participation de représentants du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), du MINADER, de dirigeants de l'UNACOOPEC-CI et de RCMEC-CI. A l'issue de cet atelier, le chronogramme de la phase pilote de e-banking a été validé. La mise en œuvre du mécanisme de banque à distance se fera sous forme de projet pilote au cours de l'année 2017 à travers des conventions avec les IF partenaires, notamment avec UNACOOPEC-CI dont la convention a été approuvée. Cette solution proposée par SEWA Groupe Sarl permet de combiner le mobile-money et la banque à distance, avec une sécurisation des transactions financières en environnement défavorisé (faible accès au réseau électrique et à internet, éloignement des structures bancaires des zones de résidence des populations rurales, etc.).

39. **Appui institutionnel aux IF.** L'ensemble des besoins institutionnels des IF a été identifié au cours des séances de travail. La liste des éléments d'appui figure dans les projets de conventions. Il s'agit des formations, des dotations en matériel roulant et informatique, de la prise en charge des frais de communication, gestion et déplacement des agents dédiés des IF partenaires, etc. Ces éléments sont pris en compte respectivement par le PTBA 2016 révisé et le PTBA 2017 en cours d'approbation par le FIDA.

40. **Les prochaines étapes.** L'ensemble des tâches à mettre en œuvre pour la suite sont: (i) mise à disposition des subventions du projet, dès que les marchés seront signés, (ii) sensibilisation et informations des cibles (OPA) dès la mi-février, (iii) facilitation à l'accès aux crédits et expérimentation des produits de crédit auprès des IF partenaires, (iv) évaluation des résultats à partir de septembre 2017 et (v) réalisation d'une enquête de satisfaction et d'impact auprès des OPA et de leurs membres au cours du dernier trimestre 2017.

## Composante 2: Valorisation et mise à marché

41. **Formation sur l'approche Chaînes de Valeurs.** La seule activité menée sur cette composante en dehors des séances de sensibilisation et d'information a été le renforcement de capacités du personnel du projet et du MINADER selon l'approche Analyse des Chaînes de Valeurs et Modèles d'Affaires. La formation du personnel du projet de l'UCP a été dispensée au profit de 13 personnes dont 2 femmes (8 cadres des antennes et 5 cadres de l'UCP). Celle du personnel du MINADER a vu la participation de 30 personnes dont 5 femmes.

42. La mise en œuvre de cette composante dépend de la capacité d'anticipation de l'équipe qui devrait développer des initiatives pour orienter, susciter, informer et sélectionner les microprojets en tenant compte du marché des produits promus, des avantages comparatifs et priorités régionales, des acteurs et partenaires des différents maillons des filières et donc des bénéficiaires cibles. Pour augmenter les chances de réussite du projet, des efforts de sélection et de programmation des activités sont nécessaires en tenant compte des critères cités.

43. Pour ce faire, la mission **recommande**: (i) la réalisation, au niveau des antennes, d'une étude de marché des produits des filières promues mettant en évidence la cartographie des acteurs et des partenaires. Les résultats de cette étude serviront à mieux orienter les activités d'appui à partir des antennes; (ii) la tenue d'ateliers régionaux de mise à niveau et d'harmonisation de la stratégie de mise en œuvre des microprojets partagée par tous; (iii) promouvoir la synergie d'action entre composantes, cadres du projet et UCP; (iv) accélérer les procédures de recrutement des CTC (Consultants Transformation Commercialisation).

### Recommandations sur la valorisation et mise à marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Réaliser une étude de marché des produits des filières promues qui met en évidence la cartographie des acteurs et partenaires	UCP/Antenne	Janvier 2017
Organiser des ateliers régionaux de mise à niveau et d'harmonisation de la stratégie de mise en œuvre des microprojets	UCP/Antenne	Janvier 2017
Organiser des rencontres périodiques délocalisées au niveau des antennes	UCP/Antenne	Janvier 2017
Finaliser les procédures de recrutement des CTC	UCP	Février 2017
Mettre à disposition des subventions du projet, dès que les conventions seront signées	UCP/ SFR / COPA	Premier trimestre 2017
Sensibiliser et informer les OPA dès la mi-février	UCP/ SFR / COPA	Mi-février 2017
Réaliser une enquête de satisfaction et d'impact auprès des OPA et de leurs membres au cours du dernier trimestre 2017	RSE / SFR / COPA	Octobre 2017

## Composante 3: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

### Coordination et Gestion

44. **Actualisation des manuels de base du PROPACOM.** Pour tenir compte de toutes les propositions et recommandations faites par les différentes missions de supervision et de RMP ainsi que par le Comité ad hoc, il sera nécessaire de vérifier que ces différentes recommandations ont été traduites dans les divers manuels concernés (manuels de procédures administratives, comptables et financières; manuel des procédures de financement des microprojets, manuel d'exécution et manuel de Suivi-évaluation, etc.).

45. **Organisation de réunions d'équipe.** La tenue de réunions régulières (au sein des antennes et entre le siège et les différentes antennes), tel que préconisé par les précédentes missions de supervision, est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet et atteindre réellement des objectifs de développement. Ces réunions ont permis de préparer et de faire adopter le PTBA 2016 révisé et de préparer le PTBA de 2017. Si elles sont régulières, ces réunions devraient renforcer la solidarité interne, l'esprit d'équipe et l'efficacité des antennes et des composantes par un management très étroit de la part de la coordination du projet et des Chefs d'antennes, par un décloisonnement des équipes et par le renforcement de la communication et de la concertation au sein du projet, permettant ainsi une prise de décision collective dans le but d'accélérer la mise en œuvre du projet.

## Orientation et Pilotage du projet

46. **Cellule ad hoc d'appui technique à l'UCP.** La mission de mai 2016 a noté la pertinence du Comité ad hoc d'appui technique à l'UCP et relevé la qualité de l'assistance technique qu'il apporte au personnel du projet aux conditions suivantes: (i) des réunions régulières sont tenues; et (ii) les recommandations de ce comité sont effectivement suivies.

47. **Cadres Régionaux de Concertation.** Dans toutes les antennes régionales du projet, les CRC se sont réunis deux fois au cours de l'année 2016. En raison du processus d'instruction et de montage des microprojets qui accuse du retard, ces sessions du CRC n'ont pas eu à approuver de microprojets. Les premiers microprojets leur seront soumis au premier trimestre 2017. La **mission recommande** de formaliser rapidement la désignation des membres de tous les CRC en tenant compte du nouvel arrêté élargissant la composition des CRC à d'autres ministères.

48. **Comité d'Orientation et de Pilotage (COP).** Le COP commun au PROPACOM et au PROPACOM Ouest a tenu ses 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> sessions ordinaires qui ont eu lieu respectivement les 13/07/16 et 03/11/16 à Bouaké. Ces sessions ont eu à examiner et approuver le PTBA 2016 révisé et PTBA 2017 du PROPACOM Ouest.

## Appréciation de la qualité de l'appui apporté par le MINADER

49. Le MINADER, en tant que ministère de tutelle technique, a pour mission de fournir au PROPACOM une assistance stratégique et technique. C'est dans ce cadre qu'il apporte au projet les appuis suivants: (i) pilotage stratégique à travers la Présidence du COP, (ii) préparation du PTBA; (iii) le suivi évaluation externe de la mise en œuvre du projet.

50. L'appui fourni par le MINADER a surtout concerné le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation et des Projet (DEP). En 2016, la DEP a effectué deux missions dont la première pour évaluer la condition d'installation des antennes et la deuxième pour le suivi de la mise en œuvre des activités du PTBA 2016.

51. Le MINADER devrait faire profiter au PROPACOM Ouest les appuis mis en place par le Comité ad hoc qui a pour mission d'assister l'UCP dans l'exécution du projet afin d'améliorer sa performance et le faire sortir de la catégorie des projets à problème. Les actions du Comité ont visé le renforcement des capacités de l'UCP en planification des activités et passation des marchés.

52. Prenant en compte les constats antérieurs relevés sur le PROPACOM, l'UCP devrait continuer à bénéficier de l'expertise des Directions techniques du MINADER (Direction des Organisations Professionnelles Agricoles-DOPA, Direction des Aménagements Ruraux et de la Modernisation des Exploitations Agricoles-DARME, Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations-DMEME, etc.) et des Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) ou Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) pour soutenir la mise en œuvre des activités techniques du projet. Cette expertise sera utilisée à travers i) leur implication effective dans la définition des spécifications techniques des biens à acquérir (matériels et équipements) et des TDR de services à offrir (études et travaux), ii) leur participation à la dispense de formation et de renforcement de capacités des membres des OPA à l'utilisation des matériels et équipements acquis (motoculteurs, batteuses-vanneuses, égreneuses, etc.); iii) l'inspection, la vérification et la réception de ces matériels et équipements.

53. En plus du recours à l'expertise des structures du MINADER, l'UCP et les antennes régionales du projet doivent continuer à effectuer des missions conjointes de suivi, d'évaluation et de constats du processus de résiliation des marchés en souffrance avec les services déconcentrés de l'agriculture. Toutefois, cette collaboration devra être formalisée par un accord-cadre entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA.

54. La mission note qu'il y a nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi rigoureux de ses recommandations par l'UCP, qui rendra ainsi son appui efficace et améliorera de manière significative la performance du projet.

## Recommandations sur la Coordination du projet et le Suivi externe du MINADER

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Formaliser par un accord cadre la collaboration entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA	UCP / DRA	Immédiat et continu

## Suivi-Evaluation (S&E)

55. **Enquêtes de référence.** Les enquêtes de référence (SYGRI-Système de Gestion des Résultats et de l'Impact et socioéconomique) ont été réalisées en 2014. Les rapports de ces premières enquêtes du PROPACOM Ouest ont été validés et sont disponibles. Il est prévu que l'UCP soumette au FIDA la première fiche annuelle (rapport) SYGRI sur la base des données qu'elle collectera au titre du PTBA 2016 au plus tard pour le 31 janvier 2017.

56. **Mission d'appui en S&E.** Lors de la mission de septembre/août 2016, il est apparu que les informations collectées par les antennes de Man et Séguéla correspondaient davantage aux informations contenues dans le registre d'inscription qu'à celles prévues pour être renseignées dans la base de données de suivi de mise en œuvre des microprojets. Ainsi et à l'instar des travaux sur le PROPACOM, un registre des demandes de microprojets et une base de données de suivi des microprojets qui seront sélectionnés par les CRC ont été établis.

57. Au niveau de la base de données, une spécificité environnementale a été introduite afin d'établir un lien entre les microprojets financés dans le cadre du PROPACOM Ouest et les interventions relevant d'ASAP en indiquant le nombre d'OP et de bénéficiaires de microprojets participant à des actions ASAP et la nature de ces actions.

58. Au niveau de la révision du cadre logique, des incohérences ont été relevées et des rectifications proposées. Ainsi et afin de faciliter le suivi du projet, notamment dans le cadre des missions de supervision et des évaluations externes, il a été retenu que le projet devrait préparer une note de clarification du cadre logique où serait consignée, pour chaque indicateur qui soulève une certaine ambiguïté, l'interprétation qui a été retenue par l'équipe du projet, l'objectif étant d'avoir une compréhension commune des indicateurs et une base de dialogue solide. La note pourra également proposer les améliorations à prévoir, tant sur la structure que sur le contenu, dans la perspective d'une révision du cadre logique (et du manuel de suivi du projet, au moins pour les annexes relatives aux indicateurs) qui pourra être envisagée avant la RMP.

### Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté	RSE, CSE	15 avril 2017
Actualiser les manuels de base après l'approbation de chaque recommandation apportant un changement notable dans la mise en œuvre du projet	UCP	Immédiat et continu

## C. État d'avancement de l'exécution du projet

59. **Ciblage des OPA bénéficiaires** Le PROPACOM Ouest a démarré ses activités en 2016 par la sensibilisation et l'informations des OPA. Les premières demandes d'appuis formulées par les OPA ont été faites sur la base des outils du manuel de financement des microprojets (fiche d'expression des besoins, fiches d'identification des microprojets, critères de sélection et de processus d'approbation des microprojets, etc.). A l'instar du PROPACOM, le PROPACOM-Ouest donne la priorité aux demandes d'appuis faites par les OPA comportant au moins 30% de femmes.

60. **Cohérence entre PTBA et exécution.** La structure du PTBA est conforme aux spécificités requises pour ce type d'outil, elle permet d'assurer la programmation et le suivi de l'exécution technique et financier dans un tableau unique sur Excel. Les données de ce fichier ont été formatées dans l'application informatique de S&E. Le tableau est correctement rempli et l'on peut en tirer différents types d'extraits en fonction des besoins.

61. Le taux d'exécution physique du PTBA révisé 2016 est, au 30/11/16, de 49,73%. Il convient cependant de rappeler que, comme indiqué dans les sections précédentes se rapportant au S&E, une note méthodologique sur le calcul des taux d'exécution est en cours de préparation et sera utilisée pour le calcul des taux d'exécution physique avant la prochaine mission de supervision.

### Etat d'avancement de l'exécution du projet

Mesure convenue <sup>2</sup>	Responsabilité	Date convenue
Appliquer les différentes mesures recommandées pour améliorer la coordination et la gestion quotidienne du projet (cf. Aide-mémoire sur le PROPACOM)	UCP / DGSP / FIDA	Immédiat et continu
Faire une note décrivant avec précision: (i) les périodes et durées des principales étapes du processus de présélection par le comité de sélection, d'élaboration des microprojets par des consultants et de sélection par les CRC, (ii) ainsi que la périodicité des CRC	UCP	Fin janvier 2017

## D. Gestion fiduciaire

62. **Appréciation d'ensemble.** PROPACOM Ouest est entré en vigueur le 21/11/14, date de signature de l'Accord de financement. Le lancement du projet est intervenu 10 mois plus tard (03/10/15), délai mis par le projet à se conformer aux conditions préalables aux premiers décaissements du Don/Prêt et du Don ASAP. La mise à disposition des avances initiales au niveau des comptes de projet n'a été effective qu'après la nomination de l'Agent comptable comme gestionnaire des comptes du projet intervenue le 23/03/16. Au total, entre la date d'entrée en vigueur de l'accord et la date de mise à disposition des avances initiales, 16 mois se sont écoulés soit plus du 1/5 de la durée du projet. S'y ajoutent les retards dans la mise en place du personnel et la mise à disposition du matériel roulant des antennes régionales.

63. A date, le projet se caractérise par: i) un faible taux d'exécution financière du PTBA (57,6%) à un mois de la clôture de l'exercice qui, plus est, concerne essentiellement des acquisitions d'immobilisations et des charges récurrentes; ii) des performances financières par bailleurs considérées comme «très insatisfaisantes» au regard du profil de décaissement pour ce type de projet avec un taux de décaissement de 5,68%; iii) une organisation non optimale du SAF qui appelle des mesures correctrices.

### Gestion du personnel

64. **Effectif et rémunérations.** Le PROPACOM Ouest compte actuellement 21 agents directs dont 19 pris en charge sur les ressources du FIDA et 2 sur les fonds du Trésor. Tout le personnel prévu est à pied d'œuvre.

65. Le personnel dispose de contrats type CDD (durée déterminée) d'une durée d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation annuelle des performances. Le calendrier des évaluations de performance 2016 prévoit la fin des évaluations au 23/12/16 à l'issue de laquelle un rapport complet sera soumis au MINADER pour validation avant sa transmission au FIDA.

66. Au 30/11/2016, le montant des salaires et indemnités, y compris les frais de mission, mobilisé sur la catégorie X du Don/Prêt s'établit à 116 972 134 FCFA/151 217 DTS<sup>3</sup>, soit un taux de réalisation de 30%.

### Gestion budgétaire

67. **PTBA/Plan de Passation des Marchés-PPM 2016 révisé.** Le PTBA 2016, révisé sur la base des recommandations de la RMP de mai 2016 et approuvé par le FIDA le 22 juillet 2016, se chiffre à 1 385 816 778 FCFA. Il s'inscrit en baisse de 13,5% essentiellement due à la forte réduction du volet ASAP (86,5%).

68. Au 30/11/16, les réalisations financières sont de 798 382 344 FCFA soit un taux global d'exécution de 57,6%. Les taux par composantes s'établissent comme suit: 17,88% pour la composante A «Amélioration durable de la production agricole», 0% pour la composante B «Valorisation et mise en marché des produits agricoles» et 71,23% pour la C «Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs». Les réalisations de la composante A concernent principalement le volet intrants agricoles et celles de la composante C sont relatives aux acquisitions d'actifs immobilisés (matériel roulant, informatique et bureautique) et aux charges récurrentes (salaires et indemnités, frais d'assurance maladie, de carburant, ...). Relativement à ASAP, les réalisations ont pu concerner les ateliers d'imprégnation et de planification du projet.

<sup>2</sup> Les recommandations communes au PROPACOM et au PROPACOM Ouest n'ont pas été répétées ici.

<sup>3</sup> Au taux historique de 1 DTS= 773,53 FCFA

69. Les taux de réalisation par bailleurs sont respectivement pour l'Etat, le FIDA (Don/Prêt), ASAP et les Bénéficiaires de 103,23%, 49,86%, 4,95% et 0%. La mission note: i) que les réalisations de l'Etat ont dépassé les prévisions; ii) les faibles réalisations de l'ASAP et l'absence de réalisations des Bénéficiaires.

### **Gestion financière et décaissements**

70. **Rappel.** L'accord de Don FIDA No. DSF(Debt Sustainability Framework) -2000000753 (11 280 000 DTS), de Prêt No. 2000000754 (11 280 000 DTS), et du Don ASAP No 2000000752 (4 520 000 DTS), a été signé le 21/11/14 avec une mise en vigueur à la même date. Le décaissement de l'avance initiale pour l'alimentation du Compte Désigné (CD) du prêt et du don FIDA d'un montant de 1 milliard FCFA/1 192 000 DTS a été effectué le 07/12/2015<sup>4</sup>. Celui de l'avance initiale pour l'alimentation du CD du don ASAP d'un montant de 350 millions FCFA/414 370 DTS a été réalisé le 11/11/2015<sup>5</sup>.

71. **Performance financière/bailleurs.** Le coût total du projet selon les tableaux de coûts (COSTAB) est de 29 849 528 574 FCFA/59 699 057 USD dont: 17 441 038 086 FCFA/ 34 882 076 USD pour le Don et Prêt/FIDA; 3 497 374 979 FCFA/ 6 994 749 USD pour l'ASAP/FIDA ; 5 000 882 202 FCFA/10 001 764 USD pour le Don OFID (OPEC Fund for International Development); 2 666 123 354 FCFA/ 5 332 246 USD pour l'Etat et 1 244 109 951 FCFA/ 2 488 219 USD pour les Bénéficiaires. La part FIDA (dons et prêt y compris ASAP) ressort à 20 938 413 066 FCFA/41 876 826 USD soit 70% du coût total.

72. Au 30/11/2016, le montant total décaissé sur les obligations de financement des bailleurs (hors OFID)<sup>6</sup> est de 2 823 900 USD, soit un taux de décaissement de 5,68%. Les décaissements par bailleur en valeur absolue et relative sont respectivement de: i) Don et Prêt FIDA/2 008 000 USD (5,76%), Don ASAP/ 571 800 USD (8,17%); Etat/ 244 100 USD (4,58%) et Bénéficiaires/ 0 USD (0%). Ces performances sont considérées comme 'très insatisfaisantes' au regard du profil de décaissement pour ce type de projet.

73. **Décaissements Don et Prêt FIDA.** Au 30/11/2016, les décaissements du projet sur le Don et Prêt ont porté sur 3 DRF (Demandes de Retrait de Fonds): une DRF pour l'avance initiale de 1 192 004 DTS/1 647 814 USD/1 milliard FCFA; deux DPD (Demandes de Paiement Direct) relatives à l'acquisition des véhicules du projet pour un montant total de 257 315 DTS/360 225 USD /211 millions FCFA. Le montant total de ces DRF se chiffre à 1 449 320 DTS/ 2 008 040 USD/ 1 211 milliard FCFA et représente un taux de décaissement réel de 6,42%<sup>7</sup>.

74. **Décaissements Don ASAP/FIDA.** Au 30/11/2016, les décaissements du projet sur le Don ASAP ont porté sur une seule DRF d'un montant de 414 369 DTS/571 777 USD/350 millions FCFA correspondant à l'avance initiale, soit un taux de décaissement réel de 9,17%.

75. **Engagements sur les ressources du Don/Prêt FIDA et Don ASAP.** Les engagements globaux du projet sur les ressources des Dons et du Prêt se chiffrent au 30/11/2016 à 1 581 327 376 FCFA soit 8% du total des allocations. Ces engagements comprennent les dépenses effectives pour un montant de 1 561 000 000 FCFA et des dettes chiffrées à 20 327 376 FCFA. Parmi les dettes, figurent les contrats en cours à solder et les dettes fournisseurs et divers pour des montants respectifs de 10 741 256 FCFA et 9 586 120 FCFA.

76. **Compte Désigné Don et Prêt FIDA (CD).** Le rapprochement du CD au 30/11/2016 met en évidence un montant reconstitué de 1 milliard FCFA pour une dotation initiale de 1 milliard FCFA. La trésorerie disponible en banques/caisse est de 645 954 682 FCFA (65% du CD). Les montants sortis du CD en cours de préparation pour une DRF se chiffrent à 354 045 318 FCFA (35% du CD).

77. **Compte désigné (CD)/ASAP.** Le rapprochement du CD au 30/11/2016 met en évidence un montant reconstitué de 350 millions FCFA pour une dotation initiale de 350 millions FCFA. La trésorerie disponible en banques/caisse est de 347 234 016 FCFA (99% du CD). Les montants sortis du CD en attente du seuil de soumission se chiffrent à 2 765 984 FCFA (1% du CD).

---

<sup>4</sup> Date de valeur selon Historic Transaction Report

<sup>5</sup> Idem

<sup>6</sup> A date, Accord de financement non signé

<sup>7</sup> Ecart avec le pourcentage de décaissement bailleurs (5,68%) dû aux différents taux de change appliqués pour les DRF (voir Historic Transactions Reports)



78. **Régies d'avances.** Dans le cadre du projet, les régisseurs d'avances ont été nommés et installés auprès des antennes de Man et de Séguéla le 12/08/16. Les premières provisions ont été virées aux régies correspondantes à la même date.

79. **Trésorerie disponible.** Relativement au Don et Prêt, la trésorerie disponible en banques (siège/antennes) et caisse est de 674 939 115 FCFA dont: 0 FCFA/CD-BCEAO-Abidjan ; 637 128 196 FCFA/Compte Projet-BNI-Bouaké; 1 543 536 FCFA/ Compte Régie-antenne Man; 2 960 450 FCFA/ Compte Régie-antenne Séguéla; 4 322 500 FCFA/Caisse et 28 984 433 FCFA/Trésor-BNI-Bouaké. Les dettes sur les ressources du Don et Prêt se chiffrent à 20 327 376 FCFA et le ratio de couverture des dettes par la trésorerie disponible est de 3320%. La liquidité du projet est suffisante pour éviter toute tension de trésorerie. **Toutefois, la mission recommande** que des plans de trésorerie trimestriels soient systématisés à partir de 2017 pour avoir plus de visibilité sur les flux et anticiper les tensions de trésorerie.

80. Relativement au Don ASAP, un compte de projet unique a été ouvert à l'agence BNI-Bouaké destiné à être alimenté à partir du CD logé à la BNI-Abidjan. Au 30/11/2016, le disponible en banques est de 347 234 016 FCFA.

81. **Contrepartie de l'Etat.** Les prévisions de contrepartie sur l'exercice 2016 se chiffrent à 234 839 760 FCFA. A date, les réalisations sont de 129 180 307 FCFA, soit 55% du montant des prévisions de contrepartie. Ces réalisations comprennent du numéraire pour 91,2 millions et des exonérations de taxes pour 37,98 millions.

82. **Contributions des Bénéficiaires.** Sur l'exercice 2016, il n'y a pas eu de prévisions budgétaires ni de réalisations.

#### **Dispositions de l'Accord de financement**

83. **Passation des marchés.** L'analyse du PPM fait ressortir les constats suivants: i) sur les 15 contrats de consultance prévus, 10 n'ont pas fait l'objet d'une attribution et les 5 attribués ont connu un retard moyen de 2 mois; ii) sur les 21 marchés d'acquisition de biens et services, 12 ont été attribués avec un retard moyen d'une semaine et 9 n'ont pas été attribués; iii) le seul marché de travaux prévu (aménagement bureaux antennes Man et Séguéla) est au stade des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO). A la lumière des constats ci-avant, **la mission recommande** d'approfondir l'analyse des retards, de définir un échéancier plus réaliste du PPM 2017 et de mettre à jour le PPM 2017.

84. Par ailleurs, la mission a constaté que le registre des contrats était tenu à jour, mais que la mise en place du tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours n'était pas encore effective. **La mission recommande** de mettre en place le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours.

85. **PTBA/PPM 2017.** La mission a noté que le projet n'a pas été en mesure de respecter l'échéance de soumission du PTBA/PPM 2017 fixée au 30.10.16, le projet ayant transmis le document avec 16 jours de retard. **La mission recommande** de veiller au respect de l'échéancier du processus d'élaboration et d'approbation des PTBA/PPM.

#### **Comptabilité, Contrôle Interne, Audit et Supervision**

86. **Comptabilité.** La production des états financiers 2016 est prévue dans le premier trimestre 2017. La comptabilité est à jour avec la mise à disposition de la balance au 30/11/2016 et des autres informations comptables demandées. Toutefois, cette mise à disposition est intervenue le 18/12/16, soit deux jours après la fin officielle de la mission. Le SAF a justifié cette remise tardive par plusieurs raisons: problèmes de paramétrage du logiciel comptable, longs délais mis dans la préparation de la DRF 20 de PROPACOM qui a mobilisé toutes les ressources du SAF, en particulier le Comptable, unique agent de saisie des pièces comptables dans le système (voir note circonstanciée du RAF en annexe). Afin d'éviter la réplique d'une telle situation et d'améliorer la performance du SAF, **la mission recommande** d'évaluer la charge de travail du personnel comptable et de revoir l'organisation du travail.

87. **Immobilisations.** Au 30/11/16, les immobilisations acquises dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PROPACOM Ouest se chiffrent à 233 945 500 FCFA. Toutes ces immobilisations figurent dans le fichier des immobilisations créé dans le logiciel y compris leur codification. Toutefois, le marquage n'est pas encore effectif. **La mission recommande** qu'un inventaire soit réalisé en fin d'année au cours duquel tous les biens feront l'objet d'un marquage.

88. **Gestion du carburant et des véhicules.** A date, 5 737 litres de carburant (3 270 488 FCFA) ont été consommés par les six véhicules en service au projet, avec une consommation moyenne de 12 l/100. Les cartes neutres (cartes sans activation de l'option kilométrique et destinées à tout usage) affichent un montant de 1 659 484 FCFA. La gestion du carburant est faite à de cartes de recharge dédiées de type «TOMCARD» permettant de suivre la consommation de chaque véhicule à l'aide de l'indicateur «litres consommés aux 100 km» qui est mis à jour à chaque achat de carburant et qui figure sur les reçus de règlement.

89. **Gestion des missions.** A date, les frais de mission se chiffrent à 12 465 686 FCFA (214 nuitées) répartis comme suit: 7 595 686 FCFA (52 nuitées) pour les missions à l'étranger et 4 870 000 FCFA (162 nuitées). Ces frais concernent le personnel, les bénéficiaires et partenaires dans une proportion  $\frac{3}{4}$  et  $\frac{1}{4}$ .

90. **Gestion des comptes d'opération.** La gestion des comptes d'opérations du projet est de la responsabilité exclusive de l'Agent comptable et des Régisseurs des antennes qui en sont les signataires uniques. **La mission recommande** d'assujettir si possible le fonctionnement de ces comptes à la règle de la double signature: i) pour le compte de projet co-signature de l'Agent comptable et de la Coordinatrice (et du RAF-Responsable administratif et financier en cas d'absence de celle-ci); ii) pour les comptes des antennes co-signature du Régisseur et du Chef d'Antenne.

91. **Gestion de la caisse.** La caisse du projet sert à payer les petites dépenses de fonctionnement et celles liées à l'organisation de séminaires et ateliers. Comme pour les comptes d'opération, la caisse est placée exclusivement sous la responsabilité de l'Agent comptable. Le manuel des procédures fixe: i) les seuils et plafond de réapprovisionnement respectivement à 50 000 FCFA et 300 000 FCFA; ii) la dépense maximale pouvant être faite par caisse entre 50 000 FCFA et 300 000 FCFA. Mais le manuel ne plafonne pas les dépenses relatives à l'organisation de séminaires et ateliers payables par caisse. **La mission recommande** de: i) limiter à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse; ii) définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers en partant d'une analyse préalable des budgets desdits événements pour identifier les dépenses payables par chèques ou virement.

92. **Contrôle de la caisse.** Le manuel décrit les actions de contrôles mensuels et inopinés devant être effectuées par le SAF du projet. A date, cette procédure n'est pas appliquée. **La mission recommande** l'application de la procédure de contrôle de la caisse.

93. **Audit des comptes.** Compte tenu du fait que les activités n'ont pas démarré en 2015, il n'y a pas eu d'audit des comptes sur ledit exercice. Le premier audit est prévu sur l'exercice 2016.

94. **États Certifiés des Dépenses (ECD).** A date, trois DRF ont été constituées: une DRF pour la mise à disposition de l'avance initiale et deux DRF/DPD pour l'acquisition des véhicules de l'UCP et des antennes.

#### Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
<u>Trésorerie:</u> Systématiser l'utilisation de plans de trésorerie trimestriels à partir de 2017	RAF	Immédiate
<u>Passation des marchés:</u> (i) Approfondir analyse des retards (ii) Définir un échéancier plus réaliste du PPM 2017 et mettre à jour le PPM 2017	RPM/RSE/RAF	Immédiate
<u>PTBA/PPM:</u> Veiller au respect de l'échéancier du processus d'élaboration et d'approbation	Equipe UCP	Suivant échéancier
<u>Comptabilité:</u> Evaluer la charge de travail du personnel comptable et revoir l'organisation du travail	Consultant	Janvier/février 17
<u>Immobilisations:</u> Faire un inventaire en fin d'année et marquer tous les items	SAF	Décembre 16
<u>Gestion des comptes d'opération:</u> Assujettir si possible le fonctionnement des comptes à la règle de la double signature: i) pour le compte de projet co-signature de l'Agent comptable et de la Coordinatrice (et du RAF en cas d'absence de celle-ci); ii) pour les comptes des antennes co-signature du Régisseur et du Chef d'Antenne	Ministères	Trimestre 1 / 17
<u>Gestion de la caisse:</u> (i) limiter à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse; (ii) définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers; (iii) appliquer la procédure de contrôle de la caisse		

## E. Durabilité

95. La durabilité des impacts attendus du projet découle principalement de ses principes et approches d'intervention qui s'articulent autour de la responsabilisation des OPA en vue d'une appropriation progressive, par celles-ci, de la gestion et du fonctionnement de leur organisation. Cette responsabilité se traduit par la capacité des OPA à rendre des services à leurs membres. Tout comme le PROPACOM, le PROPACOM-Ouest prendra comme levier le renforcement des capacités économiques des OPA pour favoriser les fonctions de structuration et d'autonomie organisationnelle (gouvernance, représentation, négociation et plaidoyer).

96. Pour garantir la durabilité, les appuis devront nécessairement s'inscrire dans le cadre de plans d'affaires et être différenciés selon la filière, le maillon et le niveau de maturité des OPA. Sur ce point, lors des échanges avec l'UCP, la mission a pu constater que le dispositif de sélection des microprojets mis en place par l'UCP ne prévoit aucun diagnostic des OPA pour déterminer leur niveau de maturité au stade de l'instruction. Une telle approche qui ne permet pas de moduler les appuis en fonction du niveau de maturité des OPA est de nature à entraver l'atteinte des impacts et leur durabilité. Aussi est-il fortement conseillé au Comité Technique en charge de l'instruction des demandes de faire conduire, par le consultant chargé de la formulation des microprojets et avant la phase de formulation des plans d'affaires, un diagnostic des OPA (cf. Document de Conception de Projet-DCP grille de diagnostic des OPA) afin de calibrer les appuis en fonction du niveau de maturité des OPA. Quant aux plans d'affaires, ils devront être étalés sur la durée totale du projet et accompagnés d'un plan de renforcement de capacités.

97. Au regard de ces manquements méthodologiques, il est nécessaire de rappeler à l'UCP que les instructions des demandes devraient donc systématiquement s'interroger sur la cohérence, l'efficacité, l'impact et la pérennisation des interventions et identifier des approches stratégiques durables qui, entre autres, permettront de prendre en compte:

- la dynamique de la commercialisation qui est la finalité de toute production. A ce niveau, il est indispensable que l'approche stratégique repose sur la mise en relation contractuelle entre producteurs, transformateurs et commerçants,
- la dynamique de la production qui est subordonnée à la mise en place d'un cadre d'accès durable des OPA à des service d'appui-conseil, aux intrants agricoles (semences, engrais, pesticides) et à la mécanisation. L'approche stratégique devra certes favoriser le lien entre les OPA et les IF pour obtention de crédit de campagne et d'équipement, mais aussi un retrait progressif du projet au profit des OPA qui devront progressivement gérer directement leur partenariat avec ces IF. L'appui-conseil, pour être durable, devrait être internalisé à travers le développement de capacités endogènes,
- le renforcement des capacités des OPA, surtout leurs capacités de gestion, de négociation et de plaidoyer afin de s'assurer d'un équilibre dans leur relation avec les autres acteurs des filières et du transfert progressif aux OPA de l'évaluation et du paiement des prestataires de service,
- les changements climatiques: au regard des effets visibles du changement climatique sur les productions agricoles et la fertilité des sols, les approches privilégieront l'emploi de facteurs de production et d'innovation résilients aux changements climatiques. Ces choix stratégiques pourront concerner l'utilisation d'énergies renouvelables de semences améliorées mais surtout tolérantes au stress hydrique, ainsi que l'introduction de la fumure organique ou de l'engrais biologique en substitution progressive à l'engrais minéral.

### Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsables	Date convenue
Conduire, avant la phase de formulation des plans d'affaires, le diagnostic des OPA en vue de déterminer leur niveau de maturité	COPA	Immédiat et continu

## **F. Autres aspects**

### **Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes**

98. La stratégie du projet en matière de prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes est en cours d'élaboration et sera disponible à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Elle sera assortie d'un plan d'action et prendra en compte les leçons apprises et les bonnes pratiques du PROPACOM, notamment sur: (i) l'organisation de séances de sensibilisation des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes ou de leurs groupements à la terre et la scolarisation de la jeune fille; (ii) la mise en place des systèmes d'irrigation et la fourniture d'équipements attelés pour alléger la charge de travail des femmes; (iii) l'introduction, dans les accords de financement des microprojets, d'une clause pour attribuer 30% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes; (iii) l'organisation et la programmation de séances d'alphabétisation qui tiennent compte des besoins des femmes.

99. Une situation de référence sera établie afin de pouvoir mesurer à terme le progrès de la mise en œuvre de la stratégie genre. Pour ce faire, des indicateurs sensibles au genre ainsi que des outils de collecte et de suivi seront développés et le personnel de l'UCP, les prestataires, les OPA formés à leur emploi. Les données collectées seront désagrégées par sexe et par âge.

100. Concernant les activités prioritaires, la mission suggère de favoriser le financement d'activités qui ont un impact direct sur les conditions de vie des femmes et l'inclusion des jeunes (petite transformation, étuvage, entreprises de services ou d'entretien d'équipement agricole). Le projet mettra aussi un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes participent aux instances de gouvernance ainsi que la formation des leaders féminins. Le plan d'action devra être échelonné sur toute la durée du projet.

### **Etablissement de partenariats / adaptabilité / compétence des prestataires de services**

101. La stratégie du projet est basée sur le faire-faire et la sélection des prestataires privilégie l'application des procédures nationales des marchés publics. Les principaux modes de passation utilisés par l'UCP sont l'appel d'offre et le gré-à-gré. La passation de marché, notamment celle de type gré-à-gré a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement la mise en œuvre du PTBA, en particulier les activités du programme ASAP. Concernant les marchés par entente directe, la mission de supervision a relevé des délais de négociation, d'autorisation et d'approbation relativement longs (environ cinq mois).

102. L'analyse de la passation et l'exécution des marchés fait ressortir les leçons suivantes: (i) il est préférable, dans la mesure du possible, d'opter pour un mode de passation concurrentiel, qui est plus rapide que le gré-à-gré, soumis à des conditions d'autorisation et un contrôle plus stricts et plus longs encore de la part du Ministère en charge des marchés publics; (ii) le recours au mode de passation par convention (entente directe) requiert de développer des pratiques d'anticipation, notamment celles de démarrer les négociations avec le partenaire longtemps avant la programmation de l'activité dans le PTBA; (iii) l'instauration d'une communication régulière et le partage d'information entre les acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés. Ce mode est fortement encouragé car permettant de résoudre les difficultés et réduire les délais de passation.

## **G. Conclusion**

103. Après près de deux années de mise en œuvre, le PROPACOM Ouest demeure un projet en démarrage en raison des retards pris dans le recrutement du personnel et la mise à disposition du premier décaissement (novembre 2015 pour ASAP et décembre 2015 pour le prêt FIDA).

104. La présente mission de supervision considère que l'UCP est bien en mesure de faire en sorte que le projet, sur le PTBA 2017, obtienne les premiers résultats significatifs en termes d'appuis aux OPA, d'études relatives aux aménagements de périmètres maraîchers et rizicoles, d'appui direct à la production des filières riz (inondé et pluvial), maïs et manioc, d'autonomisation des OPA. Il s'agit notamment:

- de renforcer l'information et la sensibilisation des OPA aux fins d'améliorer la mobilisation effective de leur contribution, en numéraire, aux financements des équipements et autres matériels;

- d'impliquer, elles, des cahiers de charge avec elles, les structures décentralisées de l'Etat dans toutes les phases d'exécution des activités du projet (définition des spécifications techniques ou termes de référence-TDR, sélection des prestataires, contrôle et suivi des marchés, évaluation des offres, etc.);
- de renforcer le suivi rapproché des activités du PTBA 2017 par le MINADER et le Bureau pays du FIDA afin de lancer le démarrage effectif des activités de terrain et améliorer le taux d'exécution du projet;
- de mettre en place un dispositif de suivi rapproché des conventions et marchés avec le Projet Muraille Verte et Reboisement des Flancs des Montagnes et la SODEXAM;
- d'anticiper sur toutes les activités qui peuvent être menées en attente de la soumission des microprojets à l'approbation de l'URC de mars 2018 (notamment la tenue d'un atelier de préparation des DAO types, spécifications et termes de référence);
- recourir à des consultants et assistants techniques nécessaires pour renforcer l'équipe de l'UCP ou pour suppléer l'absence de certains profils;
- de lancer à temps la réalisation des études techniques pour les infrastructures rurales.



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1590 [1100001590]	No. du prêt/don DSF	2000000752, 2000000753, 2000000754
Projet	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	24/01/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	16/12/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/09/2014			Coût total	59.70	
Accord	21/11/2014	Délai d'entrée en vigueur	2.2	FIDA Total	41.88	
Entrée en vigueur	21/11/2014	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	17.44	6
Premier décaissement	11/11/2015			Don DSF	17.44	6
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2020	Dernier audit		field_asap_grant	6.99	9
Achèvement	31/12/2020			Financement national total	7.82	
Clôture	30/06/2021			Beneficiaries	2.49	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.33	4
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	0

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	3
5. Conformité aux règles de passation	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	3

des marchés				
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4
			7. Innovation et leçons apprises	3
			8. Prise en climat et environnement	4
				1
				4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration durable production agricole	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	1
2. Valorisation/mise en marché produits agricoles	4	1	2. Autonomisation	4	2
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	2
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	1

#### B.5 Justification des notes

Gestion financière: longs délais pour avoir informations (problèmes paramétrage logiciel, besoins saisir stock pj en attente/fiabiliser extraits comptables). Taux décaissement: 30.11.16 = 5.68% (très insatisfaisant). Taux exécution PTBA Contrepartie: 30.11.16 = 103,23%. (Excédent réalisations sur prévisions budgétaires). Equité hommes-femmes: critères ciblage privilégiant femmes/jeunes existent. stratégie genre en élaboration, pas encore de ciblage. Lutte contre pauvreté et efficacité ciblage: mécanisme sélection MP privilégie accès vulnérables ruraux. absence micro-projets validés par UCR et séquence entre appuis sur composantes A/B rendent efforts insatisfaisants. Innovation/leçons apprises: pas encore activité terrain. ComposanteA: seule production semences a démarré depuis entrée en vigueur. ComposanteB: microprojets toujours seulement en phase sélection, avec analyse préliminaire par antennes permettant identification théorique équipements à distribuer. Renforcement OPA pas encore démarré (pas microprojets approuvés cette année). instruction demandes appuis en cours mais retard important Autonomisation: très peu appuis cette année aux groupes cibles. groupements semenciers renforcés en intrants/appui conseil technique. appuis aux OPA pour les autonomiser pas fournis (car aucune demande OPA approuvée/aucun microprojet exécuté cette année). demandes d'appuis en instruction. Participation bénéficiaires: selon stratégie, appuis déterminés par demandes OPA. contribution bénéficiaires pas encore effective car aucun microprojet exécuté cette année; (retard instruction/validation). seuls groupements semenciers ayant bénéficié appuis cette année, n'ont pas été impliqués dans sélection prestataires (fournisseurs intrants/appui-conseil) et peu impliqués dans suivi activités. Adaptabilité prestataires: prestations déterminées surtout par demandes OPA. Puisqu'aucune demande instruite/approuvée cette année, recrutement a concerné seulement production semences. participation bénéficiaires à sélection prestataire appui-conseil /suivi activités très limitée. signature conventions avec MINEF/UNACCOPEC en retard important. délais négociation/autorisation/approbation relativement longs donc pas de mise en œuvre cette année. Lenteurs dans instruction demandes OPA et lourdeurs passation ont été contraintes majeures pour UCP dans mise en œuvre PTBA. Possibilité scaling up: projet pas suffisamment mature pour évaluer, notamment vues ses spécificités (ASAP, inclusion financière) par rapport PROPACOM.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	2
C.2 Sécurité alimentaire	4	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	2
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	3

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Actifs physiques/financiers et Sécurité alimentaire. Seule la production de semences a démarré depuis la mise en vigueur du projet. Pas d'effet à noter à ce stade vers l'amélioration de la situation de sécurité alimentaire. Le manque d'activité sur le volet ASAP ne permet pas d'apprécier la qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Les forts retards engendrés depuis l'entrée en vigueur du projet, les défaillances de communication et collaboration entre UCP et antennes ainsi que les retards de recrutement pour les CTC mettent à risque l'atteinte des objectifs de développement.

C.6 <b>Risques</b> Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Risque sur l'exécution des activités lié à l'absence de plan de trésorerie.
Avancement de l'exécution du projet	La non adhésion des OPA à la stratégie de financement du projet.



Produits et réalisations	Le retard dans l'instruction des microprojets avec une longue procédure d'identification et de sélection
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion des OPA au mécanisme de financement des microprojets, ii) la non implication des autorités locales dans les actions de sensibilisation et iii) la non délivrance des services financiers convenus avec le projet.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Besoin d'un suivi rapproché pendant la période critique du projet	Effectuer 1 à 2 missions légères de suivi de l'UCP en sus de la prochaine mission de supervision	De janvier à juin 2017	à planifier
Besoin d'un appui spécifique technique et de planification des activités du volet ASAP	Envisager un appui technique de ECD	Durant le premier semestre 2017	à planifier

### Observations supplémentaires

Le retard dans la mise en œuvre des activités relatives à la finance rurale, du volet ASAP et dans le recrutement des Chargés de Transformation et Commercialisation (CTC) entravent l'exécution physique du projet.



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Au 30 11 2016

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
<b>1. Objectif général</b>									
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré	- la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% dans les régions ciblées *							- Enquêtes de référence	
	<b>Insuffisance pondérale</b>								
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	17							
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	17							
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	18							
	<b>Malnutrition chronique</b>								
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	7%							
	Pourcentage des filles de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	6%							
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	8%							
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue	41%							
	<b>Malnutrition sévère ou aigüe</b>								
	Pourcentage des filles de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue	39%							
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue	44%							
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	8%							
	<b>- Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés dans les régions ciblées *</b>							- Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)	
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages très riches	4%							
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages riches	11%							
	Proportion de Femmes chefs dans les	9%							

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	Ménages pauvres								
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages moyennement pauvres	8%							
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages les plus pauvres	9%							
2. Objectif de développement									
Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés	- 30 000 ménages, soit 210 000 bénéficiaires directs, sont touchés par le projet (par genre et classe d'âge) *	0	0	0	0	30 000	0%	- Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
ASAP: Accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	- Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y%*	92%						- Suivi-Evaluation du PNIA	
	- 12 000 ménages bénéficient des mesures d'adaptation au CC (ASAP)	0	0	0	0	12 000	0%	- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
3. Résultats et Produits									
Composante 1 : Amélioration durable de la production durable									
Résultat 1 (PROPACOM) : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	- au moins 50% des OPA de maturité 1 assistées passent au niveau 2							- Suivi-Evaluation du PNIA	- Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
Produit 1 : les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services	- au moins 25% des OPA de maturité 2 assistées passent au niveau 3							- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	- Prestataires de services de qualité disponibles

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/hypothèses
à leurs membres	- au moins 30% des ménages ciblés autofinancent leurs besoins annuels en intrants							- Statistiques nationales	
<b>Résultat 2 (PROPACOM et ASAP)</b> : l'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	- 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge)							- Rapports des prestataires	
	- au moins 70% des OPA ont accès aux services de conseils mis en place *							- Rapports de Suivi-Evaluation - Revue à mi-parcours	
	- 10 000 producteurs appliquent des techniques agricoles résilientes sur 5 000 ha ( <b>ASAP</b> )					10 000	0%	- Rapports des prestataires - PV de réception des ouvrages	
<u>Produit 2</u> : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)		-	-	-	-	-	-		
<u>Produit 3</u> : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<u>Dans la région de Tonkpi (Man)</u>								
	- les rendements du riz pluvial passent de 1 à 2 t/ha et du riz de bas-fonds de 2 à 7 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires								
	- les rendements des cultures associées passeront de: 0,7 t/ha à 1,2 t/ha pour le riz pluvial, 0,2 t/ha à 0,5 t/ha pour le maïs, et 3 t/ha à 7 t/ha pour le manioc.								
	<u>Dans les autres régions</u>	-	-	-	-	-	-		
	- les rendements du riz pluvial plateau passent de 1 à 2 t/ha, de riz pluvial de plaine de 2t/ha à 3,2 t/ha et du riz de bas-fonds de 2,5 à 4,5 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires								
	- les rendements du maïs pluvial passent de 1,2 à 2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires. Les								

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	rendements du manioc passent de 10 à 17 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires								
	- pour le maraîchage 13 au moins 50% des bénéficiaires ont un rendement de 8 t/ha								
	- pour le piment, de 8 t/ha pour le gombo, de 18 t/ha pour l'aubergine et de 15 t/ha pour la tomate.								
	- le volume de la production de riz pluvial passe de 15 t à 27 t et du riz de bas-fonds de 5,3 t à 12,6 t								
	- le volume de la production du maïs pluvial passent de 9,8 t à 16,5 t								
	- le volume de la production du manioc passe de 31,000 t à 56,500 t								
	- les volumes de production maraîchère augmentent de								
<b>Produit 4 (ASAP):</b> des itinéraires techniques résilients au CC sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes	- 600 ha de terres reboisées (ASAP)	0	0	0	0	600	0%		
<b>Produit 5 :</b> Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole	- Au moins 50% de producteurs qui en ont fait la demande ont accès à un service financier pour l'acquisition d'intrants ou d'équipements								
	- Le volume des octrois de crédits des IMF partenaires destiné au secteur agricole croît annuellement de 10%	0	0	0	0				
<b>Résultat 3 (PROPACOM + ASAP) :</b> Des infrastructures améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques	- 900 ha de bas-fonds réhabilités	0	0	0	0	900	0%		Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages
	- 1 400 ha de nouveaux bas-fonds aménagés		0	0	0	1 400	0%		
	- 550 aménagements hydroagricoles bénéficient de mesures additionnelles de protection contre les aléas climatiques (ASAP)		0	0	0	550	0%		
	- 80 ha de petits périmètres maraîchers en bordure de bas-fonds sont équipés de système d'irrigation		0	0	0	80	0%		

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	localisée (système goutte à goutte)								
<b>Composante 2 : valorisation et mise en marché</b>									
<b>Résultat 4 (PROPACOM) :</b> l'environnement post-récolte valorise la production	- 8 OPA structurées selon le format ESOP sont fonctionnelles	0	0	0	0	80	0%	- Rapports des prestataires	
<b>Produit 6 :</b> Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- 610 égreneuses de maïs sont mises à la disposition des OPA	0	0	0	0	610	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 95 broyeuses sont mises à la disposition des OPA	0	0	0	0	95	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 3 unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké sont mises à la disposition des OPA	0	0	0	0	3	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 75% des producteurs soutenus ont accès à des installations de transformation et/ou de stockage dans les zones ciblées							- Rapports des OPA	
	- 25% des producteurs formés ont adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation *							- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
<b>Produit 7 :</b> Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché	- 140 km de pistes rurales sont réhabilités *	0	0	0	0	140	0%	- Rapports de suivi des OPA	
	- 7 ponceaux construits	0	0	0	0	7	0%	- Base de données des OPA	
	- 100 km de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés/réhabilités sont réalisés	0	0	0	0	100	0%	- Liste des membres des OPA	
	- 46 villages désenclavés	0	0	0	0	46	0%	- Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5	
	- 32 marchés désenclavés	0	0	0	0	32	0%	- Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5	
	- 30 magasins de stockage sont utilisés*	0	0	0	0	30	0%	- Rapports mensuels des	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 2016)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 novembre 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
								agents d'appui-conseil	
	- 20 hangars de groupage et de conditionnement sont utilisés*	0	0	0	0	20	0%	- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
	- 30 abris pour unité de transformation de produits divers sont utilisés	0	0	0	0	30	0%		
	- 80 aires de séchage de riz sont réalisées	0	0	0	0	80	0%		



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

### Recommandations sur la formation et l'encadrement des producteurs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Entreprendre dès début de 2017 une étude de faisabilité qui mettra à la disposition de l'UCP les sites potentiels où des aménagements hydroagricoles sont possibles dans toute la zone du projet. Le résultat sera une liste de sites disponibles.	UPC	Janvier 2017
Etablir les périodes de production des semences ainsi que les quantités correspondantes nécessaires pour chaque année et procéder à leur acquisition (production ou achat) à temps en évitant les longues périodes de conservation/stockage afin de préserver leur potentialité germinative aux dates de semis.	UPC	Janvier 2017

### Recommandations sur l'adaptation au Changement Climatique

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans le programme d'actions d'information et de sensibilisation du projet les actions relatives à l'utilisation de la fumure organique et à l'agroforesterie.	UPC	Immédiat et continu
Effectuer une reprogrammation des activités terrain en concertations avec les partenaires impliqués	UPC	Décembre 2016
Faire l'état des lieux des niveaux de production céréalière (rendements, surfaces et volumes) dans la zone du PROPACOM Ouest afin d'évaluer l'impact des actions appuyées par ASAP.	UCP	Février 2017

### Recommandations sur la Valorisation et mise à marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Réaliser une étude de marché des produits des filières promues qui met en évidence la cartographie des acteurs et partenaires.	UCP/Antenne	Janvier 2017
Organiser des ateliers régionaux de mise à niveau et d'harmonisation de la stratégie de mise en œuvre des micro-projets.	UCP/antenne	Janvier 2017
Organiser des rencontres périodiques délocalisées au niveau des antennes.	UCP/ Antenne	Janvier 2017
Finaliser les procédures de recrutement des CTC.	UCP	Février 2017
Mettre à disposition des subventions du projet, dès que les conventions seront signées	UCP/ SFR / COPA	Premier trimestre 2017
Sensibiliser et informer les OPA dès la mi-février	UCP/ SFR / COPA	Mi-février 2017
Réaliser une enquête de satisfaction et d'impact auprès des OPA et de leurs membres au cours du dernier trimestre 2017	RSE / SFR / COPA	Octobre 2017

### Recommandations sur la coordination du projet et le Suivi externe du MINADER

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Formaliser par un accord cadre la collaboration entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA	UCP / DRA	Immédiat et continu

## Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté	RSE, CSE	15 avril 2017
Actualiser les manuels de base après l'approbation de chaque recommandation apportant un changement notable dans la mise en œuvre du projet.	UCP	Immédiat et continu

## Etat d'avancement de l'exécution du projet

Mesure convenue <sup>8</sup>	Responsabilité	Date convenue
Appliquer les différentes mesures recommandées pour améliorer la coordination et la gestion quotidienne du projet (cf. Aide-mémoire sur le Propacom)	UCP / DGPSP / FIDA	Immédiat et continu
Faire une note décrivant avec précision (i) les périodes et durées des principales étapes du processus de présélection par le comité de sélection, d'élaboration des microprojets par des consultants et de sélection par les CRC, (ii) ainsi que la périodicité des CRC.	UCP	Fin Janvier 2017

## Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
<u>Trésorerie</u> Systématiser l'utilisation de plans de trésorerie trimestriels à partir de 2017	RAF	Immédiate
<u>Passation des marchés</u> (i) Approfondir analyse des retards (ii) Définir un échéancier plus réaliste du PPM2017 et mettre à jour le PPM 2017.	RPM/RSE/RAF	Immédiate
<u>PTBA/PPM</u> Veiller au respect de l'échéancier du processus d'élaboration et d'approbation	Equipe UCP	Suivant échéancier
<u>Comptabilité</u> Evaluer la charge de travail du personnel comptable et revoir l'organisation du travail.	Consultant	Janvier/février 17
<u>Immobilisations</u> Faire un inventaire en fin d'année et marquer tous les items	SAF	Décembre 16
<u>Gestion des comptes d'opération</u> Assujettir si possible le fonctionnement des comptes à la règle de la double signature : i) pour le compte de projet co-signature de l'Agent Comptable et de la Coordonnatrice (et du RAF en cas d'absence de celle-ci) ; ii) pour les comptes des antennes co-signature du Régisseur et du Chef d'Antenne.	Ministères	Trimestre 1 / 17
<u>Gestion de la caisse</u> (i) Limiter à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse (ii) Définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers (iii) Appliquer la procédure de contrôle de la caisse.		

## Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsables	Date convenue
Conduire, avant la phase de formulation des plans d'affaires, le diagnostic des OPA en vue de déterminer leur niveau de maturité	COPA	Immédiat et continu

<sup>8</sup> Les recommandations communes au Propacom et au Propacom Ouest n'ont pas été répétées ici.

## Appendice 3b - Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
Vue d'ensemble de l'exécution du projet	Organiser une séance de travail entre la DGPPS et le BNETD pour permettre d'accélérer l'exécution des travaux d'aménagements et réhabilitation de périmètres	<b>Réalisé.</b> Convention BNETD signée malgré le retard accusé. Convention transmis au Ministère du Budget depuis le 30 novembre 2016 pour enregistrement	DGPPS	31/05/16
	Revoir à la baisse les objectifs relatifs aux aménagements et réhabilitation de périmètres rizières et maraîchers lors de la révision du PTBA de 2016 et l'élaboration du PTBA de clôture couvrant 15 mois entre 2017 et le premier trimestre de 2018.	<b>Réalisé.</b> les objectifs d'aménagement ont été revus à la baisse aussi la révision du PTBA de 2016 (pas d'objectifs sur le dernier semestre 2016) que pour le PTBA de clôture. La convention BNETD porte sur 30 sites rizières (1 158,10 ha) et 13 sites maraîchers (57,40 ha) avec un chronogramme d'exécution des travaux disponible pour chaque site. Vu le retard accusé, le BNETD estime que 70% du portefeuille des travaux pourront être exécutés au 31/12/16 si la convention démarre au plus tard le 1 <sup>er</sup> /12/16. Le PTBA de clôture est bâti sur ces 70%. Une situation sera faite à mi-parcours avant la révision du PTBA en juin 2017	Coordo / DGPPS	Juin 2016
	Revoir à la hausse les objectifs se rapportant à la filière maïs au vu de leurs résultats encourageants	<b>Réalisé.</b> Le PTBA révisé 2016 a augmenté de 78,5 ha la superficie de maïs qui a été emblavée; portant à 3 169,50 ha sur les 3 000 ha prévus pour l'ensemble de la durée du projet. a été emblavée. En raison de la réallocation budgétaire opérée et du solde des ressources disponibles sur la catégorie « II : Equipements, moyens de transport, matériels et intrants », l'UCP a fait un arbitrage dans le choix de spéculations à mettre en place en 2017-2018. Ainsi, les cultures sous aménagement (riz et cultures maraîchères) qui n'avaient pas été suffisamment appuyés ont été retenues dans ce PTBA. Cependant, pour les mises en places de 2016, les plants subissent les attaques de chenilles au niveau des Antennes de Bouaké et Bondoukou sur environ 10 ha qui ont été détruits. Les parcelles concernées ont été urgemment traitées et sont sous surveillance du MINADER et du CNRA	Coordo / DGPPS	Juin 2016
	Procéder à une évaluation indépendante des prestataires, pour s'assurer de la qualité des appuis qui sont fournis aux OPA. Les DRA, les STD et l'UCP pourraient ensemble cette évaluation	<b>En cours.</b> Outils d'évaluation des prestataires revus et harmonisés. Les évaluations ont été faites dans les Antennes pour les CIDR, INADES, MONT Horeb, BFCD, etc.). En cours, celles de Delonix, CEGEF, DR ANADER Centre.	COORDO / DRA	Aout 2016
	Organiser un atelier de renforcement des capacités du personnel en vue de les amener à	<b>Réalisé.</b> avec l'appui du consultant C. BOULAN et sur la base du manuel de financement, les modalités de registres des demandes, de	Coordo	Aout 2016

<sup>9</sup> les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	mieux cerner les contours détaillés du concept de microprojet.	suivi et de gestion des microprojets (24 au 28/08/16) ont été définies. A la suite de cet appui technique, un atelier de formation a été réalisé avec la thématique des chaînes de valeur pour le personnel du PROPACOM Ouest (le PROPACOM n'ayant plus de microprojet à instruire)		
	Remettre à plat le cadre logique, tant du point de vue des cibles à atteindre que des indicateurs d'effets	<b>Réalisé.</b> le cadre logique du PROPACOM a été révisé au cours d'un atelier qui s'est tenu à Katiola, du 22 au 23/08/16 avec le Consultant Cédric BOULAN. Pour le PROPACOM Ouest une proposition de révision a été faite. Ces 2 cadres logiques seront soumis à la mission de supervision de décembre 2016 pour observations	RSE / CSE /	septembre 2016
	Obtenir du consultant le rapport définitif sur les études d'impact à mi-parcours et programmer à temps la collecte des données quantitatives SYGRI afin qu'elles soient disponibles dans la perspective de la préparation du futur rapport d'achèvement	<b>Réalisé.</b> Le rapport final de la 2 <sup>ème</sup> enquête SYGRI (à mi-parcours) du PROPACOM a été transmis à l'UCP le 13/07/16. Le PTBA 2017-2018 d'achèvement prévoit le recrutement d'un consultant pour la collecte des données quantitatives SYGRI de 2 <sup>ème</sup> niveau	RSE / CSE	Juin 2016
<b>Produits et effets</b>	En raison de la persistance des perturbations climatiques, accroître de 10% les quantités d'intrants destinées aux producteurs et particulièrement les semences pour prévenir les situations de re-semis en cas de manque de pluie.	<b>Réalisé.</b> Les quantités d'intrants destinées aux producteurs et particulièrement les semences ont été revues à la hausse (25 kg/ha au lieu de 20 kg pour le maïs, 50 kg/ha contre 40/ha pour le riz)	MINADER/FIDA	15/06/2016
<b>Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles</b>	Recruter sur la base d'une liste restreinte un prestataire pour fournir un appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz, (soit 2 pour chacune des trois régions du PROPACOM).	<b>Non réalisé.</b> Les TDR ont été élaborés. La prise de service des Consultants CTC devrait permettre de réaliser cette activité sur 2017	UCP / COPAs	Avril 2016
	Mettre à jour et partager régulièrement le chronogramme détaillé de tous les aménagements à réaliser avec le staff du projet	<b>Réalisé.</b> Les seuls travaux restants concernaient les infrastructures marchandes et le périmètre maraîcher de Niambroun. Les chronogrammes détaillés issus des différents moratoires accordés aux entreprises défaillantes ont été mis à jour et partagés pour un suivi régulier. A ce jour, les sites concernés ont été livrés.	RIR	Mensuel à partir de janvier 2016
	Mettre à jour régulièrement le tableau de synthèse de la situation des aménagements/réhabilitations en cours et le partager avec l'UCP, la DGPPS et le FIDA.	<b>Réalisé.</b> Les seuls travaux restants concernaient les infrastructures marchandes et le périmètre maraîcher de Niambroun. Les chronogrammes détaillés issus des différents moratoires accordés aux entreprises défaillantes ont été mis à jour et partagés avec la DGPPS, l'UCP et les antennes concernées pour un suivi régulier.	RIR	Continu à partir de janvier 2016
	Développer, pour les aménagements, une base de	<b>Non réalisé.</b> Un avis de recrutement lancé le 28/10/16 a été ouvert le	RIR	Fin troisième

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	données relationnelle afin de faciliter la mise à jour et partager les informations sur le progrès des aménagements /réhabilitations en cours ainsi que les problèmes y afférents.	30/11/16. Le consultant devrait être recruté avant fin décembre 2016.		trimestre 2016
	Inclure dans les DAO des critères d'évaluation liés aux attestations de bonne fin délivrées par les maîtres d'ouvrages des travaux réalisés antérieurement par les entreprises soumissionnaires.	<b>Continu.</b> critères déjà utilisés dans les DAO passés depuis 2013. Pas de nouveau DAO de travaux élaboré. Recommandations à prendre en compte pour les DAO BNEDT et PROPACOM Ouest avec le volet authentification des ABE	RIR	Immédiat et continu
	Faire un suivi rapproché des impacts de l'appui-conseil et des formations des OPA bénéficiaires du projet et documenter l'évolution des changements et des taux d'adoption des techniques et méthodes apprises	<b>Non réalisé.</b> Cette recommandation sera prise en compte dans l'étude de pré-évaluation relative aux produits et effets induits par les actions du projet sur les OPA et les exploitants	CPA/ CSE/ et Chefs d'Antenne	Immédiat et continu
<b>Formation et Encadrement des exploitants</b>	Inciter les producteurs à fabriquer et utiliser la fumure organique dans les parcelles de culture pour mieux conserver l'eau.	<b>En cours.</b> Des séances de sensibilisation ont eu lieu avec les OPA et les exploitants. Les mandats des prestataires d'appui-conseil mettront l'accent sur la production et l'utilisation de la fumure organique. Les aménagements n'ont pas été réalisés à ce jour.	UPC	31décembre 2016
	Prendre une option ferme pour l'utilisation de l'énergie solaire comme source d'énergie de l'exhaure de l'eau dans les périmètres maraîchers en lieu et place des motopompes.		MINADER FIDA	30 juin 2016
	Accroître l'objectif de superficie à emblaver en maïs de 3 000 à 6 000 ha.	<b>Non réalisé.</b> Compte tenu des ressources budgétaires limitées, la production de maïs n'a pas été inscrite au PTBA 2017. Un renforcement des OPA maïsicoles a été faite dans le cadre du PTBA 2016 révisé avec 78,5 ha de maïs emblavés sur les 90 ha prévus	MINADER FIDA	30 juin 2016
	Entreprendre des études géophysiques pour l'implantation et l'exécution de forages dans les sites maraîchers en lieu et place des puits.	<b>Non réalisé.</b> Les forages sur les sites maraîchers à puits seront réalisés sur d'autres financements du MINADER par d'autres projets (PARFACI, etc.) en raison de la limitation des ressources limités du projet (achèvement);	UCP	Immédiat
	Transférer les stocks d'intrants non encore utilisés à des spéculations sous culture dans la zone du PROPACOM pour éviter leur éventuelle détérioration.	<b>Réalisé.</b> Les stocks d'intrants disponibles dans les Antennes a été distribué aux OPA pour les mises en place de maïs et de maraîchers 2016 et la production de semences de céréales dans les antennes du PROPACOM Ouest	UCP	Immédiat
	Organiser à l'intention des producteurs des visites de sites de goutte à goutte en Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins (Burkina et Mali)	<b>Non réalisé.</b> Reporté en 2017, étant donné le retard dans la mise en œuvre de la convention BNEDT comportant 13 sites maraîchers à irriguer au goutte à goutte	UCP	Novembre 2016
	Prévoir dans les DAO pour la fourniture du	<b>Continu.</b> Formation assurée sur le seul site aménagé au GaG de	UCP	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	système goutte à goutte une clause qui oblige le fournisseur à assurer l'installation, la fourniture de pièces de rechange ainsi que la formation des bénéficiaires pendant au moins 3 mois sur le site.	Niambrun par le prestataire. recommandation à prendre en compte dans les DAO en lien avec le BNETD		
l'appui conseil	Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui-conseil et formation des producteurs après évaluation satisfaisante des premiers contrats afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolider les formations reçues ;</li> <li>• Coacher les formateurs relais ;</li> <li>• Encadrer les nouveaux producteurs bénéficiaires de la reconstitution des fonds intrants.</li> </ul>	En cours de mise en œuvre avec les prestataires ayant obtenu au moins 70/100 à l'évaluation (CIDR, BFCD, SIADES, Mont Horeb, etc.) pour une année supplémentaire	COPA/CPA	Immédiat
	Faire bénéficier les producteurs victimes d'aléas avérés (à partir de 2014) d'une deuxième allocation en intrants et de l'appui conseil et formation	Réalisé. pour les mises en place de maïs sur 78,5 ha (6 OPA à Bondoukou et 3 OPA à Bouaké)	COPA/CPA	Immédiat
	Distribuer l'intégralité des stocks intrants	Réalisé. En juillet 2016		
Convention ADDR	Faire la capitalisation du Modèle de réinsertion communautaire des jeunes ex-combattants testés dans le Denguélé	Non Réalisé. Le CSE de l'antenne de Man fera une mission de suivi des effets du Modèle de réinsertion communautaire des jeunes ex-combattants testés dans le Denguélé	Antenne de Man	Nov 2016
	Insérer les bénéficiaires de l'initiative ADDR dans le dispositif de suivi du PROPACOM	Réalisé. Les bénéficiaires de l'initiative ADDR ont été insérés dans le dispositif de suivi du PROPACOM notamment concernant les résultats obtenus (personnes formées, quantités d'intrants distribués, nombre d'équipements/matériels distribués, etc.)	RSE	immédiat
Composante 2 : Valorisation et mise à marché	Passer en revue le portefeuille de microprojets au niveau de chaque antenne et vérifier la cohérence de chacun des microprojets; faire des propositions pour les optimiser.	Réalisé. avec l'appui du consultant BOULAN. Les données de suivi et de gestion sont en cours de saisie pour consolidation dans l'application informatique de S&E. Des états (rapports) qui en sortiront permettront d'évaluer la mise en œuvre de chaque microprojet	Chef d'antenne	Début juin 2016
	Sensibiliser les OPA sur les besoins de renouvellement des fournitures consommables (sacs et cageots)	En cours. Un mécanisme de renouvellement des équipements est en cours de validation pour l'ensemble des Antennes pour mise en œuvre immédiate. Les premières livraisons (équipements et fournitures de consommables) ont démarré en octobre 2016, après le versement de la contribution des OPA bénéficiaires.	CTC/prestataire	Dès livraison et continu
	Mettre à disposition 15 millions de fonds de roulement (FDR) pour chacune des 3 ESOP de la zone nord. Pour Katiola, attendre la clarification sur la gouvernance. Prendre l'attache de l'agent comptable pour étudier la faisabilité de cet appui	Réalisé. Cependant ce sont 10 millions que les OPA ont reçu en espèce et du matériel informatique complet et des mobiliers de bureau. Les virements ont été fait entre Août et Septembre 2016.	Coordo / RAF	Juillet 2016 au plus tard

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	Mettre à disposition cinq (5) millions de fonds d'amorçage et mettre au point le mode de gestion de ce fonds.	<b>Non réalisé.</b> Dix millions de fonds paddy ont été fournis aux ESOP. L'indisponibilité de fonds sur la catégorie (consécutif à la réallocation des ressources) n'a pas permis de fournir ces fonds aux ESOP. Le CIDR les assistera pour obtenir du crédit auprès d'IF avec une gestion efficiente des 10 millions de fonds paddy perçus.	Coordo / RAF /SFR	Immédiat
	Evaluer les performances du CIDR et le cas échéant le contracter pour un appui supplémentaire de 1 an.	<b>Réalisé.</b> L'évaluation des performances du CIDR a été faite en septembre 2016 avec satisfaction des bénéficiaires et de l'UCP. Un nouveau contrat CIDR en cours d'élaboration avec l'extension du mandat du CIDR à l'Antenne de Bondoukou (ESOP à mettre en place)	UCP	Immédiat
	Rencontrer l'ONDR pour faire le point sur le déploiement et l'appui aux minirizeries et aux plateformes départementales.	<b>Réalisé.</b> Plusieurs séances de travail ont lieu avec l'ONDR qui accuse des retards et rencontre des difficultés dans l'opérationnalisation de minirizerie (Sakassou) et des unités décorticage de riz (Korhogo)	Coordo/DGPPS	Immédiat
	Lancer les études sur la filière riz dans les régions couvertes par les antennes de Bouaké et Bondoukou	<b>En cours.</b> Prise en compte dans la prestation à réaliser par le CIDR. Les TDR sont élaborés avec les mandats relatifs à cette étude pour Bondoukou. Contrat non encore signé. Pour Bouaké, les CTC à recruter seront chargés de réaliser ces études	UCP	Octobre 2016
	Reprendre les discussions avec TechnoServe sur leur offre et continuer à chercher d'autres prestataires pour la mise en place des systèmes de gestion des minirizeries de la zone sud et l'appui aux plateformes départementales. Contractualiser.	<b>Non réalisé.</b> les échanges n'ont pas eu lieu en raison de la restructuration de TechnoServe.	UCP	Octobre 2016
	Etudier la possibilité d'alimenter les minirizeries par énergie solaire	<b>En cours.</b> Une mission d'évaluation des besoins d'investissement en énergie solaire a été faite au niveau de la minirizerie de Katiola. Les conclusions seront étendues aux autres minirizeries de Béoumi et de Bouaké vu qu'il s'agit de la même zone selon le consultant commis à cette étude. Pour les périmètres maraîchers, il n'y a pas encore eu de mission.	UCP	Octobre 2016
	Lancer l'étude sur les structures d'appui à la commercialisation des vivriers.	<b>En cours.</b> Retard dans le processus de recrutement des consultants. Un avis de recrutement de consultants lancé en octobre 2016. Le processus de sélection en cours.	UCP	Juillet 2016
	Rencontrer Rongead/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM.	<b>En cours.</b> Les TDR ont été partagés avec le Rongead et l'OCPV. Activité reportée au PTBA 2017 avec la possibilité d'intégration des OPA mettant en œuvre un microprojet dans le SIM du Rongead	Coordo	Juillet 2016
<b>Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA.</b>	Accélérer la mise en œuvre des activités d'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA bénéficiaires du PROPACOM dont les besoins en ce domaine ont été clairement	<b>Non réalisé.</b> Activité reportée au PTBA 2017. Les TDR de recrutement de Prestataires ont permis d'élaborer la demande de propositions qui sera lancée avant fin décembre 2016	COPA	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
Appui à la structuration et à la gestion des OPA	identifiés.			
	Accélérer le processus de reconduction sur deux ans du mandat des prestataires en charge de la structuration des OPA et dont les performances ont été positivement évaluées.	<b>En cours.</b> Evaluation des performances en cours dans les antennes de Bondoukou, Bouaké et de Korhogo. <del>Un</del>	COPA/ CAFM/ RPM	Immédiat
	Assurer, avec l'appui des services techniques déconcentrés (STD), un suivi rapproché des formations dans le cadre de l'appui à la structuration des OPA afin d'apprécier le bon déroulement des formations et la maîtrise des modules dispensés par les formateurs.	<b>Continu.</b> Les services techniques déconcentrés (STD) sont impliqués dans le suivi des activités de l'appui à la structuration des OPA; elles ont participé à l'atelier d'harmonisation des outils de S&E, des modules de formation des OPA, etc.	COPA/ DRA	Immédiat et continu
	Utiliser, avec l'appui des STD, les outils de diagnostic institutionnel participatif pour évaluer le niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre. Particulièrement, pour le passage du niveau de maturité 1 au niveau 2 prendre en compte les activités économiques développées par l'OPA	<b>Continu.</b> Les STD sont impliqués dans l'évaluation du niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre des modules de formation des OPA, etc.	COPA	Immédiat
	Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui à la structuration après évaluation satisfaisante afin de disposer suffisamment de temps pour disposer les modules de formations retenus.	<b>En cours</b> d'exécution pour les prestataires ayant donné satisfaction sur le premier mandat d'une année	COPA/CAFM/RPM	
Evaluation des prestataires	Initier systématiquement les activités d'appui à la structuration dès la signature de l'accord de financement avec toute OPA pour une meilleure exécution de ses activités.	<b>Continu.</b> Pas de nouveau accord de financement au niveau du PROPACOM, recommandation à prendre en compte dans le PROPACOM Ouest	COPA	Immédiat
	Renforcer le suivi rapproché des prestataires en impliquant les services techniques déconcentrés pour amener les prestataires à respecter leurs cahiers de charges	<b>Continu.</b> Les STD sont désormais plus impliqués dans le suivi rapproché des prestataires et des activités (réunion de démarrage, inspection et vérification des acquisitions de matériels agricoles, formation des bénéficiaires, réunion de conciliation, visite de chantier, réception provisoire, levée de réserve, etc.). En interne, un plan de suivi des activités pour chaque centre de responsabilité a été réalisé pour le PTBA 2017 (OPA, S&E, Production Agricole, PPM, Infrastructures rurales, Fiances rurales).	COPA	Immédiat
	Etablir et mettre régulièrement à jour une base de données des prestataires performants sur la base des évaluations.	<b>Réalisé.</b> une base de données des prestataires performants est disponible.	COPA	Immédiat
Composante 3	Continuer à tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue	<b>Réalisé.</b> Les rencontres régulières ont permis d'obtenir la résiliation des marchés en souffrance et hors convention BNETD. Les arrêtés	Coordo	Immédiat et Continu



Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
<b>Coordination et Gestion</b>	d'accélérer les procédures de passation des marchés	de résiliation ont été signés par le Préfet. 4 des 5 premiers arrêtés devront être repris pour signature par le Préfet, du fait du vandalisme de juillet 2016 au niveau de la Préfecture de Bouaké.		
	Faire un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes et informer la DRMP des résultats obtenus dès la fin du délai fixé.	<b>Réalisé.</b> un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes a été fait avec la DRLMP de Bouaké: * Un marché a été résilié pour non respect des plusieurs moratoire, l'arrêté de résiliations est disponible Deux marchés ont fait l'objet de réception provisoire (avec ou sans réserve) des travaux ayant des retards d'achèvement (site maraîcher de Niambroun et les infrastructures marchandes de Bouaké)	RPM /RIR	continu
	Faire le suivi du traitement des dossiers de résiliations de contrats demandés à la DRMP	<b>Réalisé.</b> un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes a été fait avec la DRLMP de Bouaké. Un total de 15 arrêtés de résiliations sont disponibles	RPM	Immédiat et continu
	Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis ;	<b>Réalisé.</b> avec l'appui du consultant C. BOULAN et sur la base du manuel de financement, les modalités de registres des demandes, de suivi et de gestion des microprojets (24 au 28/08/16) ont été définies. A la suite de cet appui technique, un atelier de formation a été réalisé avec la thématique des chaînes de valeur pour le personnel du PROPACOM Ouest (le PROPACOM n'ayant plus de microprojet à instruire)	Coordo	Octobre 2016 et continu
	Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé par une équipe incluant le CSE, RIR, DRA, CPA,	<b>Continu.</b> La base de données des microprojets élaborée et en cours de saisie permettra de savoir si un microprojet est achevé et d'en faire l'évaluation	COPA	Immédiat et Continu
	Préparer les dossiers relatifs aux volets complémentaires des microprojets et les soumettre à une session extraordinaire du CRC en vue de leur inclusion soit dans le PTBA de 2016 ou dans le PTBA de 2017. Il ne faudra y inclure que les activités dont la programmation à rebours démontre la possibilité de terminer leur exécution avant la date d'achèvement du projet en mars 2018.	<b>Réalisé.</b> Travaux confortatifs ou acquisition d'équipements à réaliser sur PTBA 2017 (pour ceux n'excédant pas 12 mois)	Coordo	20/06/16 Octobre 2016
	Prévoir dans le PTBA de 2017-2018, les études préparatoires à l'élaboration du rapport d'achèvement (études /enquêtes thématiques sur les effets et impacts)	<b>Réalisé.</b> Pris en compte dans le PTBA 2017-2018 soumis à la validation du FIDA	CSE	Octobre 2016
	Rendre disponible le PTBA 2016 révisé sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	<b>Réalisé.</b> le PTBA 2016 révisé a été transmis au FIDA le 13/07/16	Coord, RSE, Equipe projet	15/07/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	Elaborer le PTBA 2017-18 (15 mois) de clôture du projet sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	<b>Réalisé.</b> le PTBA 2017-18 (15 mois) validé par le COP le 03/11/16 a été transmis au FIDA le 16/11/16	Coord, RSE, Equipe projet	3 <sup>eme</sup> trimestre 2016
<b>Composante 3 Suivi-Evaluation</b>	Réviser le cadre logique et les indicateurs en fonction des résultats de la revue du portefeuille des microprojets et pour améliorer et simplifier la batterie d'indicateurs, en particulier pour le niveau effet, en relation avec SIGRY	<b>Réalisé.</b> La révision du cadre logique a été réalisée avec l'assistance d'un consultant international en fin aout 2016. Elle a été l'occasion de réorganiser et reformuler le libellé des indicateurs afin de mieux distinguer les niveaux produits et effets. A cet effet, une attention particulière a été apportée à la désagrégation par genre et par classe d'âge quand cela a été possible et pertinent en termes d'évaluation.	Coord, RSE	septembre / octobre 2016
	Organiser un atelier réunissant l'équipe en charge du suivi-évaluation pour remettre à plat le dispositif, discuter des rôles et responsabilités de chacun et identifier les renforcements de capacités nécessaires à tous les niveaux.	<b>Réalisé.</b> avec l'assistance de deux consultants internationaux (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre aout et septembre 2016. A l'issue de ces appuis techniques, les outils du dispositif de planification et S&E ont été revus, différenciés et/ou harmonisés pour tenir compte des spécificités de chaque projet. Concernant la planification, le cadre logique et Cadre de mesure du rendement du projet ont été revu avec des indicateurs plus "simples" à collecter.	Coord, RSE/CSE	septembre / octobre 2016
	Améliorer l'intégration du système de suivi évaluation en harmonisant progressivement les outils utilisés par les antennes et par l'UCP	<b>Réalisé.</b> avec l'assistance de deux consultants internationaux (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre aout et septembre 2016. A l'issue de ces appuis techniques, les outils du dispositif de planification et S&E ont été revus, différenciés et/ou harmonisés pour tenir compte des spécificités de chaque projet. Concernant la planification, le cadre logique et Cadre de mesure du rendement du projet ont été revu avec des indicateurs plus "simples" à collecter.	RSE/CSE	Immédiat et continu
	Respecter les principes de subsidiarité entre les antennes et l'UCP et responsabiliser davantage l'ensemble de l'équipe dans la collecte des données et leur traitement.	<b>Réalisé.</b> En interne, le circuit de collecte et de traitement des données a été clarifié avec une meilleure précision et répartition des rôles et responsabilités entre l'UCP et les antennes. L'actualisation du manuel de S&E et les appuis techniques fournis au service S&E ont renforcé et ont permis de partager une compréhension harmonisée du dispositif du S&E du projet. De plus, l'application de S&E propose une organisation plus efficace du dispositif, respectant les principes de subsidiarité entre les niveaux et d'harmonisation / intégration des outils utilisés au sein du projet. Ainsi, les CSE vérifient, compilent et saisissent des données relatives à l'exécution des tâches et des activités et au niveau d'atteinte des résultats (indicateurs d'activités et de produits). Le RSE assure la cohérence des données saisies et des données contenues dans les outils de programmation (PTBA, marchés/contrats, etc.). Les CSE des antennes d'une manière générale assurent un contrôle qualité du rapportage des prestataires et réalisent à leur niveau un traitement plus poussé des données pour sortir des éléments	RSE/CSE	Immédiat et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
		d'analyse de l'activité du projet dans leurs zones.		
	Consolider le dispositif d'enquêtes et de collecte des données afin de pouvoir compléter et vérifier les données communiquées par les prestataires	<b>En cours.</b> Le dispositif d'enquête et de collecte de données a été revu. Après le partage des outils de S&E du projet, les fiches de collecte (primaires et secondaires) sont mises à la disposition des prestataires. Des missions de suivi de terrain sont effectuées pour vérifier et apporter un appui au remplissage de ces fiches. Ensuite, les données consignées sur ces fiches sont confrontées aux déclarations et constations et/ou documents des OPA. Enfin, l'ensemble des fiches remontées par le prestataire est contrôlé et vérifié par les CSE sur la base des données de programmation et des marchés, des visites de terrain sur un échantillon d'OPA ou de sites. Pour obtenir des données par anticipation, une copie de l'ensemble des fiches de collecte est transportée au projet pour la saisie.	RSE/CSE	Second semestre 2016
	Mettre en place un cadre de suivi du portefeuille de microprojets sur la base de celui proposé par la mission et le faire évoluer en fonction des besoins d'informations	<b>Réalisé.</b> l'application de S&E permet de rendre dynamique avec le temps le suivi et la gestion de chaque microprojet dont les informations sont régulièrement mises à jour	CSE /RSE	Immédiat
	Etablir pour chaque microprojet un chronogramme de mise en œuvre partant de la signature de la convention, ou de la date d'établissement du chronogramme pour les microprojets en cours. Actualiser régulièrement le chronogramme.	<b>Réalisé.</b> avec l'appui du consultant C. BOULAN le suivi et la gestion de chaque microprojet comprend un chronogramme de mise en œuvre; l'application de S&E permet de rendre ce chronogramme de mise en œuvre dynamique avec le temps	Antennes, CAFM,	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
	Faire évoluer la base de données intégrée existante afin d'assurer le suivi et la programmation par microprojet en plus du suivi actuel selon l'architecture du PTBA, par antenne et par culture	<b>Réalisé.</b> l'application de S&E permet de rendre dynamique avec le temps le suivi et la gestion de chaque microprojet de façon multicritères (type, quantité, nature, localité, antenne, OPA, etc.) avec les mises à jour régulières	RSE/ CSE	Fin septembre 2016
	Valoriser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	<b>Continu. PROPACOM Ouest.</b> le tableau de bord sera actualisé sur la base du cadre de mesure des résultats. Ce tableau de bord sera mis à jour permettra de revoir les résultats et objectifs à atteindre après évaluation.	Coord, RSE	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
				révisé, et continu
	Diffuser largement le manuel de gestion du système informatisé de suivi-évaluation et assurer des formations sur l'utilisation du système informatisé de suivi évaluation à destination des différents types d'usagers.	<b>Réalisé.</b> le manuel de suivi-évaluation a été diffusé et expliqué à l'ensemble du personnel. Les formations sur le système informatisé de S&E ont eu lieu du 05 au 28/11/16 par le RSE et le consultant dédié. Le manuel d'utilisation du système informatisé de S&E est en cours d'actualisation pour prendre en compte l'approche "gestion des microprojets	RSE/CSE	Immédiat et second semestre 2016 (formations)
<b>Suivi externe du MINADER</b>	Impliquer les Directions centrales techniques et les STD dans l'appui à la mise en œuvre du Projet à travers la signature de convention-cadre	<b>Continu.</b> Une convention-cadre a été signée avec la DR construction de Bondoukou pour le suivi et le contrôle des travaux du centre de groupage. Il en est de même pour les DR MINADER (suivi des activités du PTBA) et des DR Constriction et Infrastructures Economiques (suivi des chantiers d'aménagement hydroagricoles et infrastructures marchandes)	Chefs d'antennes / Coordo	Immédiat et continu
	Mettre en place une assistance technique auprès de l'UCP pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, approche microprojet, ciblage, suivi-évaluation, et travail en équipe	<b>Réalisé.</b> Deux consultants internationaux ont apporté une assistance à l'UCP (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre août et septembre 2016.	MINADER / FIDA	immédiat
<b>État d'avancement de l'exécution du projet</b>	Revoir le mode de calcul du taux de réalisation physique et reprendre les calculs de toutes les années selon cette méthode.	<b>Réalisé.</b> Un mode de calcul du taux physique a été adopté et intégré dans l'application de S&E. Sur cette base, le taux physique sera recalculé de 2013 à 2016 pour assurer une cohérence dans la comparaison et l'analyse des résultats du PROPACOM. Le rattrapage des données antérieures sera effectué d'ici fin janvier 2017. Cette même méthode de calcul de taux physique sera appliquée au PROPACOM Ouest	RSE	Immédiat et continu
<b>Gestion fiduciaire</b>				
<b>Aspects fiduciaires</b>	Assurer à terme la cohérence des informations et des tableaux de synthèse générés par le logiciel Tom2Marché en relation avec les données comptables.	<b>Réalisé.</b> le logiciel a été installé en mai 2016, la mise en relation avec les données comptables a été faite pour en assurer une cohérence	RPM/RAF/CPT	31/08/16
	Régulariser urgemment la vacance du poste de CPA de Bondoukou en faisant appel au candidat arrivé troisième lors du recrutement	<b>Réalisé.</b> le CPA de Bondoukou arrivé 3 <sup>ème</sup> au test de recrutement des CPA a pris service en août 2016	Coordo/DGPPS	30/06/16
	Surseoir à l'engagement des CTC et contractualiser des consultants nationaux et/ou régionaux pour prendre en charge les aspects liés à la transformation et à la commercialisation.	<b>En cours.</b> Les projets de TDR élaborés sont en cours de validation.	Coordo/DGPPS	15/07/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	Doter la catégorie V « salaires et indemnités » de ressources supplémentaires pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet.	<b>Réalisé.</b> la catégorie V « salaires et indemnités » a été dotée de ressources pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet. La réallocation des ressources a été approuvée par le FIDA le 07/11/16	MINADER/MPMEF/FIDA	31/07/16
	Harmoniser les Contrats du personnel du PRAREP/PROPACOM avec le nouveau contrat type.	<b>Réalisé.</b> un contrat-type (CDD) allant du 1er janvier au 31 décembre 2016 a été signé par l'ensemble du personnel	Coordo/RAF/DGPPS	30/06/16
	Réviser le PTBA/PPM 2016 sur la base des orientations de la revue à mi-parcours et le rendre disponible. Cette révision devra tenir compte également du PTBA/PPM 2017/2018 de quinze (15) mois allant du 01/01/17 au 31/03/18 à transmettre au FIDA au plus tard le 31/10/2016.	<b>Réalisé.</b> le PTBA 2016 révisé du 12 au 15/06/16, a été validé par le COP le 29/06/16 et transmis au FIDA le 13/07/16	Equipe du Projet/DEP	15/07/16 et 31/10/16
	Réduire le délai de positionnement des ressources entre le compte BNI Abidjan et BNI Bouaké	<b>Pour mémoire.</b> Courrier transmis à l'ACDP en juin 2016 et rencontre entre la mission et l'ACDP en mai 2016 sur la question. Les délais ont été réduits suites aux séances de travail avec l'ACDP notamment sur le transfert des fonds de la DRF 20 (du 09/08/16 au 16/08/16)	Agence Comptable de la Dette Publique (ACDP)	Pour mémoire
<b>Aspects fiduciaires</b>	Procéder à une réallocation des ressources, prenant en compte les dépassements enregistrés sur les catégories III et V et les investissements essentiels à réaliser d'ici l'achèvement/clôture du Projet dont les éléments significatifs ont été validés au cours de la mission.	<b>Réalisé.</b> Les catégories III et V ont été dotées de ressources sur la réallocation budgétaire approuvée par le FIDA le 07/11/16	MINADER/MPMEF/FIDA	31/07/16
	Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA en plus dans le Compte Désigné en minorant la catégorie I « génie civil et rural » de la DRF 21 du même montant.	<b>Réalisé.</b> l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA a été régularisé	RAF/CPT	30/06/16
	Accélérer le traitement de la demande de création de régie d'avance à Bouaké, la nomination de Régisseur et la modification du montant de celles de Korhogo et Bondoukou	<b>Réalisé.</b> la régie d'avance à Bouaké a été créée et le régisseur installé en Juillet 2016. Les Régisseurs de Bondoukou et Korhogo ont été confirmés dans leur poste. L'arrêté de création de la régie de Bouaké a revu à la hausse les montants de celles de Korhogo et Bondoukou	DAFP/MPMEF	31/07/16
	Apurer les dettes des fournisseurs/prestataires	<b>Réalisé.</b> les factures concernées ont été engagées pour une bonne	Coordo/RAF/CPT	30/06/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
		partie des prestataires, notamment sur les travaux d'infrastructures et d'appui conseil et structuration des OPA. Le paiement des prestataires est limité par la disponibilité des ressources sur les comptes.		
	Accélérer le processus de mise à disposition des attestations de TVA	<b>Réalisé.</b> Des Attestations d'exonération ont été délivrées et sont en cours de traitement au Trésor pour les autres factures engagées.	Coordo/RAF/CPT	31/08/16
	Solder les reliquats des frais de mission du personnel	<b>En cours.</b> la majorité des reliquats des frais de mission du personnel a été apurée; le reste a été engagé et en cours de traitement au niveau du Contrôleur Financier	Coordo/RAF/CPT	31/05/16
	Mettre en place un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	<b>Réalisé.</b> Un dispositif de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires a été mis en place et fait intervenir l'Agent Comptable au siège et les Régisseurs dans les antennes pour les équipements. Pour les travaux elle est définie et évaluée par l'ingénieur conseil. La contribution des bénéficiaires est désormais mobilisée et comptabilisée. Les montants dus sont versés au niveau de chaque antenne dans la régie concernée qui délivre une quittance de paiement. Les justificatifs de versement sont transmis à l'agent comptable pour consolidation avec au comptable qui en passe les écritures nécessaires dans ses livres. La situation complète est disponible dans les Antennes et au niveau de l'Agent Comptable. Un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires a été mis en place et fait intervenir l'Agent Comptable au siège et les Régisseurs dans les antennes pour les équipements. Pour les travaux elle est définie et évaluée par l'ingénieur conseil.	Equipe du Projet	31/08/16
	Assurer, avant la mise à disposition des 26 batteuses et 66 motoculteurs aux bénéficiaires, le versement de leur contribution de 5% à l'Agent Comptable, qui le reversera au compte désigné.	<b>Réalisé.</b> Les OPA bénéficiaires versent leur contribution en numéraire de 5% auprès des services de l'Agence Comptable. La livraison n'intervient que lorsqu'une OPA a versé au moins 75% de cette contribution. La remise officielle a été faite le 14/10/16 par le Ministre du MINADER. La livraison s'est faite entre le 14/10/16 et le 30/11/16 pour les OPA s'étant acquitté de leur contribution de 5%.	Chefs d'Antenne /RAF/Agent Comptable	31/08/16
	Régulariser cette alimentation non autorisée du compte désigné à travers la catégorie II «Equipement, moyens de transport, matériel et	<b>Réalisé.</b> Ces alimentations non autorisées sont régularisées dans les DRF au fur et à mesure des versements effectués en banque sur le compte désigné et pris en compte dans la DRF de la période	Coordo/RAF/CPT	30/09/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
	intrants » d'une DRF à soumettre dont le montant sera diminué d'autant.	considérée.		
	Matérialiser sur le formulaire C11 « suivi des contrats », le suivi administratif de l'exécution des contrats.	<b>Réalisé.</b> Le formulaire C11 est matérialisé dans le logiciel de comptabilité par le vocable "« suivi des contrats »	RAF/RPM/CPT	Immédiat
	Evaluer l'impact de la mise en œuvre des procédures simplifiées en matière de passation des marchés.	<b>Pour mémoire.</b> L'impact est positif. Les délais ont été réduits, En dehors de l'ANO du FIDA, celle de la DRMP n'est plus requise sur certaines attributions.	Equipe de supervision	Pour mémoire
	Finaliser la mise à jour du manuel de procédures	<b>Réalisé.</b> le manuel de procédures a été mis à jour les 26, 27/07/16 à Bouaké avec l'ensemble du personnel	Coordo/RAF	31/08/16
	Systématiser la mise à disposition des 80% d'avance pour les missions à l'intérieur.	<b>Réalisé.</b> les 80% d'avance sont payés si les TDR validés de mission sont soumis au plus tard 7 jours ouvrés avant le début de ladite mission	Coordo/RAF	Pour mémoire
<b>Durabilité</b>	Promouvoir, à travers la sensibilisation ou autres actions incitatives, la contractualisation entre les OPA rizicoles et les mini-rizeries	<b>En cours.</b> les producteurs autour des ESOP établissent des contrats de livraison. Le dispositif de fidélisation sera renforcé à travers la fourniture d'intrants et le versement de ristourne.	COPA/consultant CTC	15/07/16
	Renforcer la sensibilisation sur le mécanisme de la reconstitution des fonds intrants (visites d'échanges, renforcer, clarifier le message sur la nécessité de reconstituer pour eux-mêmes et de rembourser pour que les autres membres aient accès aux intrants)	<b>En cours.</b> Les données collectées indiquent le taux de reconstitution est en moyenne de 50% pour le maïs, pour le riz sur la première année, le taux est de 26%. Action de sensibilisation et de formations à renforcer en 2017	COPA/CPA	immédiat
	Définir de manière participative les mécanismes de gestion, d'entretien et de renouvellement pour les aménagements, magasins, équipements, etc.)	<b>Non réalisé.</b> un projet de document de mécanisme a été élaboré et partagé au niveau des antennes. Des séances de validation seront organisées avec les OPA.A mettre en œuvre sur le PTBA 2017	COPA/ CPA/consultant CTC	immédiat
<b>Autres aspects</b>				
<b>Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes</b>	Elaborer une stratégie genre assortie d'un plan d'action qui sera étendue au PROPACOM Extension Ouest	<b>En cours.</b> Processus de recrutement d'une équipe de 2 consultants non achevé. Contrat à signer en décembre 2016.	Coordo/ COPA	Septembre 2016
	Organiser une séance de formation sur la notion du genre à l'attention du personnel de l'UCP	<b>Non réalisé.</b> A mettre en œuvre sur le PTBA 2017 avec les consultants chargés d'élaborer la stratégie genre	Coordo	Août 2016
	Renouveler des séances de sensibilisation auprès des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes aux facteurs de production	<b>Continu.</b> sur PROPACOM Ouest, les séances de sensibilisation continuent	Coordo/COPA	A partir d'Août 2016
	Privilégier le financement de microprojets ou d'initiatives qui intéressent les femmes et les	<b>Continu.</b> sur PROPACOM Ouest, les séances de sensibilisation continuent pour que les OPA soumettent des microprojets impliquant	Coordo/COPA	Immédiat et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
Participation des bénéficiaires	jeunes (maïs, maraîchers, etc.)	le plus les femmes et les jeunes		
	Accentuer la sensibilisation des dirigeants des OPA et leurs membres sur le bien-fondé et l'intérêt pour eux de contribuer aux coûts de réalisation et d'entretien des infrastructures, d'acquisition et de maintenance des équipements,	<b>En cours.</b> Les actions de sensibilisation couplées avec la livraison effective des équipements et matériels, ont permis d'accroître le taux de contribution de la part des OPA. Stratégie à déployer sur PTBA 2017	COPA	Continu
	Exiger que le paiement de la contribution en numéraire aux coûts des équipements à hauteur de 5% soit libéré par les OPA bénéficiaires avant toute livraison.	<b>Réalisé.</b> Seules les OPA ayant payé leur contribution de 5% ont été livrées.	CAFM/ COPA	Continu
Partenariats et les prestataires de services	Faire l'allotissement des marchés en tenant compte de la nature des travaux et de la distance entre les sites	<b>Continu.</b> Cette recommandation sera prise en compte dans la convention BNETD et les marchés concernant le PROPACOM Ouest	RPM/ Responsables Techniques	Immédiat/ continu
	Contrôler auprès des structures émettrices, les Attestations de Bonne Exécution (ABE) fournies par les soumissionnaires	<b>Réalisé.</b> Toutes les ABE ont été authentifiées auprès des structures émettrices en liaison avec la DRMP. cette disposition concernera l'ensemble des mises en concurrence à venir dans toutes les antennes du projet	RPM	Immédiat/ continu
	Poursuivre les réunions régulières entre l'UCP (RPM et CAFM) et la DRMP	<b>Continu.</b> Plusieurs séances de travail ont eu lieu entre l'UCP et la DRMP de Bouaké. Ces réunions ont été l'occasion de finaliser le processus de résiliation des marchés en souffrance et d'accélérer la passation des marchés en cours	RPM/ CAFM	Immédiat/continu
Sécurisation foncière	S'assurer qu'un document formel concédant un droit d'usage compatible avec la nature des aménagements soit établi entre les propriétaires des terrains sur lesquels les aménagements sont réalisés et les bénéficiaires appuyés par le PROPACOM et que ce document soit visé par les autorités administratives (Préfet)	<b>Continu.</b> Toutes les infrastructures construites ont fait l'objet de document de cession dument visé par les autorités administratives; il en sera de même les aménagements et les infrastructures marchandes à réaliser Une fiche de clarification foncière est disponible	Coordo, RIR	Immédiat et continu
	Prendre attache avec les services fonciers pour discuter des possibilités d'appui sur les zones aménagées par le projet.	<b>En cours.</b> Pas de nouveaux aménagement sur le PROPACOM. Pour le PROPACOM Ouest, les STD feront la clarification foncière avant la sélection puis l'aménagement des sites concernés; appui aux OPA pour l'obtention de titre de propriété foncière	Coordo, COPA, RIR	Juin 2016
Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique (ASAP)	Prévoir un accord de principe plutôt qu'une convention cadre entre MINADER et MINEF pour les activités de reboisement	<b>Réalisé.</b> L'idée de convention-cadre n'a pas été jugée pertinente par le MINADER. Une convention a été signée directement et respectivement entre le PROPACOM et les projets Muraille verte et projet reboisement flancs des montagnes du MINEF	UCP, Antennes de Man et Korhogo	Immédiat
	Planifier et lancer les études sur les besoins en bois-énergie	<b>Non réalisé.</b> Le retard accusé dans la finalisation des conventions avec les projets du MINEF n'ont pas permis de lancer cette étude. Transféré sur le PTBA 2017 (sur financement PROPACOM	UCP, Man et Korhogo	Second semestre 2016



Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date <sup>9</sup>
		<b>Ouest/ASAP)</b>		
	Evaluer les besoins logistiques réels de la SODEXAM après le démarrage des activités	<b>Réalisé.</b> Les besoins logistiques réels de la SODEXAM ont été identifiés et consignés dans la convention signée avec le PROPACOM. Une DANO a été adressé le 30/11/16 au ministère en charge du budget pour approbation de la convention. Un cahier des charges a été élaboré pour la demande de cotation en vue de l'acquisition des matériels et équipements	UCP, Antenne de Bouaké, SODEXAM	Après le démarrage des activités
	Préparer la convention ASAP-CNRA de façon à pouvoir démarrer les activités en 2017	<b>Non réalisé.</b> La convention devrait comprendre la fourniture de semences résistantes au CC, la formation sur l'agroforesterie et les itinéraires techniques innovants relatifs au CC. L'UCP a opté pour l'achat direct des semences. Pour cette raison, le CNRA tarde malgré maintes relances à réagir sur les demandes cotation et TDR soumis.	UCP, Séguéla, CNRA	Second semestre 2016
	Planifier les activités d'appui institutionnel : convention avec le MINEF et identification du prestataire	<b>Réalisé.</b> les activités d'appui institutionnel au MINEF ont été identifiées et consignés dans la convention signée avec les projet Muraille verte et projet reboisement flancs des montagnes. Une demande de cotation a été lancée pour l'acquisition des matériels et équipements	UCP, MINEF	Second semestre 2016
	Détailler les obligations fiduciaires des partenaires liées à la mise à disposition des fonds par tranche dans les conventions et prévoir des rencontres entre services fiduciaires après la signature	<b>Continu.</b> Pris en compte. Des séances de travail techniques ont eu lieu avec le MINEF, la SODEXAM	Responsables conventions, partenaires, SAF	Immédiat et continu
	Intégrer des modèles de justificatifs (rapports périodiques et justificatifs de dépense) dans les annexes des conventions	<b>Réalisé.</b> Les modèles de justificatifs (rapports périodiques et justificatifs de dépense) sont en annexes dans les conventions	Responsables conventions, RSE, SAF	Immédiat et continu
	Prendre des mesures pour garantir le géo-référencement des investissements du projet (coordonnées GPS relevées pour les aménagements et infrastructures)	<b>En cours.</b> L'application informatique de Suivi-Evaluation comprend un module cartographie qui permet le géo-référencement des investissements du projet. Les aménagements et infrastructures seront matérialisés sur la carte de la Côte d'Ivoire avec les données suivantes (nature, capacités, OPA bénéficiaires, etc.)	RSE, prestataires et partenaires	Juin 2016
	Abandonner le projet de convention avec l'ANDE et responsabiliser les bureaux d'études chargés des aménagements pour la formulation systématique de PGES	<b>En cours.</b> Pour le PROPACOM Ouest, l'élaboration des PGES sera incluse dans le mandat des prestataires. Concernant le PROPACOM, les PGES sera discuté	Bureaux d'études/prestataires,	Immédiat et continu



## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

(au 30/11/2016)

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016 révisé		
Amélioration durable de la production agricole						
Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement et union.						
Information/ sensibilisation	Organiser les ateliers de lancement du PROPACOM au niveau local	Nbre d'ateliers organisés	u	3	0	0%
	Informier et Sensibiliser les OPA sur le PROPACOM	Nombre séances organisées	u	12	12	100%
Sélection des microprojets	Réceptionner les demandes d'appui formulées					
	Instruire les demandes de micro-projets					
	Sélectionner des prestataires pour le montage des microprojets					
Alphabétisation fonctionnelle	Elaborer et signer la convention de supervision des activités alphabétisation fonctionnelle	Nbre de convention	u	1	0	0%
Accès aux facteurs de production						
Intrants Agricoles						
convention avec le CNRA pour la production de matériel végétal	Elaborer et signer la convention avec le CNRA	une convention signée	u	1	1	100%
	Payer l'avance de démarrage des activités (y compris les frais de formation des agents des Eaux et Forets en agroforesterie sur ASAP)	Proportion payée	%	30%	0%	0%
	Former des agents des Eaux et Forets en agroforesterie	Nbre d'agents des Eaux et Forets formés en agroforesterie	u	20	0	0%
Certification du matériel végétal R1 et Vérification de l'état sanitaire des boutures de manioc	Assurer la certification du processus de production de matériel végétal R1	Superficie de riz irrigué encadrée	ha	2.3	2.3	100%
		Superficie de riz pluvial encadrée	ha	28	22	79%
		Superficie de maïs encadrée	ha	19	10	51%
	Vérifier l'état sanitaire des parcs à bois et des boutures de manioc	Superficie de manioc encadrée	ha	113	98	86%
	Identifier des OPA productrices de matériel végétal (riz, maïs, manioc)	Repertoire des OPA productrices de matériel végétal R1	u	2	2	100%
Production de semences R1 de maïs	Payer les intrants de production de semences R1 de maïs livrés aux multiplicateurs	Quantité de semences de base de maïs G4	kg	300	380	100%
		Quantité de NPK	t	3.35	3.35	100%
		Quantité d'Urée	t	1.45	1.45	100%
		Quantité d'herbicide	L	94	79	84%
		Nombre de Pulvérisateurs + cloches de protection	u	4	4	100%
	Superviser la distribution des intrants de production de semences R1 de maïs	Qté de semences G4 de maïs	t	300		0%
		Quantité de NPK	t	3.35		0%
		Quantité d'Urée	t	1.45		0%
		Quantité d'herbicide	L	94		0%
		Pulvérisateurs	u	4		0%

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA		
Production de semences R1 de riz irrigué	Acquérir les intrants de production de semences R1 de riz irrigué	Qté de semences G4 de riz irrigué	kg	115.000	117	100%
		Quantité de NPK	t	0.46	0.45	98%
		Quantité d'Urée	t	0.345	0.350	100%
		Quantité d'herbicide	L	9.20	9.00	98%
		Nombre de Pulvérisateurs + cloches de protection	u	1	1	100%
	Superviser la distribution des intrants de production de semences R1 de riz irrigué	Qté de semences G4 de riz irrigué	t	115		0%
		Quantité de NPK	t	0.46		0%
		Quantité d'Urée	t	0.35		0%
		Quantité d'herbicide	L	9.20		0%
		Nombre de Pulvérisateurs	u	1		0%
Production de semences R1 de riz pluvial	Acquérir les intrants de production de semences R1 de riz pluvial	Qté de semences G4 de riz pluvial	kg	1 200	1 170	98%
		Quantité de NPK	t	2.8	4.7	100%
		Quantité d'Urée	t	1.4	2.4	100%
		Quantité d'herbicide	L	96	91	95%
		Nombre de Pulvérisateurs	u	6	8	100%
	Superviser la distribution des intrants de production de semences R1 de riz pluvial	Qté de semences G4 de riz pluvial	t	1.2		0%
		Quantité de NPK	t	2.8		0%
		Quantité d'Urée	t	1.4		0%
		Quantité d'herbicide	L	96		0%
		Nombre de Pulvérisateurs	u	6		0%
Production de boutures R1 de manioc	Payer les intrants de production de boutures R1 de manioc livrés aux multiplicateurs	Longueur de bouture	m	1 130 000	1 130 000	100%
		Quantité de NPK	t	13	13	100%
		Quantité d'herbicide	L	452	402	89%
		Pulvérisateurs	u	23	23	100%
	Superviser la distribution des intrants de production boutures R1 de manioc	Longueur de bouture	m	1 130 000		0%
		Quantité de NPK	t	13		0%
		Quantité d'herbicide	L	452		0%
		Nombre de Pulvérisateurs	u	23		0%
Mécanisation						
	Informar les OPA sur la strategie de financement des équipements agricoles et identifier les types d'équipements couramment utilisés dans la zone du projet	1 liste d'équipement			-	-
Appui-conseil						
Formation et appui-conseil	Elaborer et signer des cahiers de charges avec les Zones ANADER pour l'appui-conseil de la multiplication de semences R1 de céréales (riz & maïs) et de boutures de manioc 2016					
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de semences de maïs	Superficie de semences R1 de maïs mise en place	ha	19	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers encadrés	u	32	0	0%

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA		
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de semences de riz irrigué	Nbre d'exploitants semenciers formés	u	16	0	0%
		Superficie de semences R1 de riz irrigué mise en place	ha	2	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers encadrés	u	9	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers formés	u	9	0	0%
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de semences de riz pluvial	Superficie de semences R1 de riz pluvial mise en place	ha	28	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers encadrés	u	51	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers formés	u	25	0	0%
		Superficie de boutures R1 de manioc mise en place	ha	113	0	0%
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de boutures de manioc	Nbre d'exploitants semenciers encadrés	u	163	0	0%
		Nbre d'exploitants semenciers formés	u	82	0	0%
Protection des exploitants-applicateurs	Acquérir des kits de protection des exploitants-applicateurs de pesticides	Nombre de kits	U	125	0	0%
<b>Aménagements Hydro-agricoles</b>						
<b>Aménagements Hydro-agricoles</b>	Elaborer et signer les cahiers de charges avec les DRA pour la clarification foncière des sites rizicoles ou maraîchers					
	Faire réaliser par les DRA la clarification foncière des sites rizicoles ou maraîchers (400 ha riz & 24,5 ha maraîchers)					
	Assurer les paiements des frais de mission des agents des DRA pour la clarification foncière des sites rizicoles (200 ha /Séguéla)					
	Récruter les prestataires chargés de réaliser les études techniques des travaux de réhabilitation ou d'aménagement des bas-fonds rizicoles ( 200 ha /Séguéla)					
<b>Adaptation au Changement Climatique</b>						
Reboisement et de lutte contre les feux de brousse	Elaborer et signer un cahier de charges avec le projet Muraille Verte du MINEF pour le reboisement et la lutte contre les feux de brousse dans les régions du Poro et du Tchologo	Cahier de charges signé	U	1	0	0%
	Organiser avec le MINEF des séances préparatoires des missions de sensibilisation pour la mise en place des comités villageois de lutte contre les feux de brousse	Nombre de séances	u	0	0	100%
	Mener avec le MINEF des séances de sensibilisation pour la mise en place des comités villageois de lutte contre les feux de brousse	Nombre de séances	u	0	0	100%
Appui institutionnel aux DREF du Poro et du	Recruter des fournisseurs pour la livraison du matériel roulant pour	Nombre véhicules 4x4	u	2		

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA		
Tchologo	les DREF du Poro et du Tchologo	Nombre de motos	u	2		
Reboisement des Flancs de Montagnes	Elaborer et signer un cahier de charges avec le projet Reboisement des Flancs de Montagnes de l'Ouest du MINEF pour la lutte anti-érosive des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi	Cahier de charges signé	U	1	1	100%
	Organiser avec le MINEF des séances préparatoires pour la mise en œuvre des activités de lutte anti-érosive des flancs de montagnes	Nombre de séances	u	0	0	100%
Appui institutionnel à la DREF de Tonkpi	Recruter des fournisseurs chargés de livrer du matériel roulant à la DREF de la région de Tonkpi	Nombre de véhicules 4x4	u	1		
		Nombre de motos acquis	u	1		
Utilisation des informations climatiques pour le calage des cycles culturaux	Elaborer et signer une convention avec la SODEXAM pour la diffusion des informations agro-climatiques et distribution d'accessoires techniques	Nombre de convention signé	u	1	0	0%
	Former les agents de vulgarisation et les exploitants aux relevés de données	Nbr d'agents de vulgarisation formés	u	50	0	0%
		Nbr d'exploitants formés	u	50	0	0%
	Recruter des fournisseurs pour livrer et installer des pluviomètres et du petit matériel de collecte de données météo (250 pluviomètres)					
Accès au financement rural						
Finances Rurales	Elaborer les conventions avec les IF	Des conventions élaborées	U	2	2	100%
	Elaborer le manuel de partage des risques	Un manuel élaboré	U	1	1	100%
	Elaborer un guide sur le mécanisme de financement des intrants et équipements	Un guide élaboré	U	1	1	100%
	Prospecter et proposer une solution de banque à distance pour accompagner la mise en œuvre des mécanismes financiers du PROPACOM Ouest	Une solution disponible	u	1	1	100%
Appui institutionnel aux IF	organiser des séances de travail d'identification des besoins des IF					
	Assurer le paiement du logiciel de gestion de crédits conçu par DID et son installation dans les IF/UCP	Nbre de logiciel	u	1	0	0%
	Former les agents dédiés et le personnel du projet à l'utilisation du logiciel et à l'opérationnalisation du service financier	Nbre de personnes formées	u	16	0	0%
	Recruter un fournisseur pour la livraison de motos destinées aux IF partenaires					
	Payer partiellement les charges mensuelles des 6 agents dédiés à la gestion du crédit des cibles du PROPACOM (frais de communication, connexion internet, de mission, carburant)	Proportion payée	u	75%	0%	0%
	Assuer les frais de gestion et de coordination des sièges des IF					
	Organiser une mission technique au Sénégal sur l'inclusion financière en collaboration avec DID	Nbre de participants	u	3	7	100%
Valorisation et mise en marché des produits agricoles						
Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché						

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA		
	Assurer les frais de formation du personnel du PROPACOM en Gestion des Projets selon l'approche Analyse Chaînes de Valeurs et Modèles d'affaires	nombre de cadres formés	u	10	15	100%
	Organiser l'atelier de formation en Gestion des Projets selon l'approche Analyse Chaînes de Valeurs et Modèles d'affaires	nombre d'atelier	u	1	1	100%
	Former le personnel du MINADER en Gestion des Projets selon l'approche Chaînes de Valeurs et Modèles d'affaires	nombre de cadres formés	u	30	30	100%
<b>Accès des OPA aux équipements de transformation</b>						
	Informier et sensibiliser les OPA sur la stratégie de financement des équipements de transformation					
<b>Infrastructures de mise en marché</b>						
	Informier et sensibiliser les OPA sur la stratégie de financement des infrastructures marchandes					
<b>Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs</b>						
<b>Coordination et Gestion du Projet</b>						
Communication	Produire des supports de communication sur les objectifs et stratégies d'intervention du projet	Nbre de lot	u	2		0%
	Animer des plages radios de présentation des activités du projet sur les radios locales	Nbre de plages radios	u	12		0%
Pilotage du projet	Organiser les sessions ordinaires des COP	Nbre de sessions organisées	u	1		0%
	Organiser les sessions ordinaires des CRC	Nbre de sessions organisées	u	4		0%
	Organiser les réunions du comité ad hoc de suivi technique	Nbre de sessions organisées	u	6		0%
Aménagement des locaux	Evaluer les travaux d'aménagement des bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Nombre de rapports d'études	u	2		0%
	Recruter les entreprises de travaux d'aménagement des bureaux des antennes de Man et de Séguéla		u	0		100%
Fonctionnement de l'UCP et des antennes	Acquérir le matériel roulant pour l'UCP et les antennes de Man et de Séguéla	Nbre de pick up	u	6		0%
		Nbre de station wagon	u	2		0%
		Nbre de moto	u	2		0%
	Acquérir et installer les Radios Codan sur les 8 nouveaux véhicules	Nombre de véhicules équipés	u	8		0%
	Signer un contrat de géolocalisation pour la sécurité des 8 nouveaux véhicules (Tracking Flash)	Nombre de véhicules équipés	u	8		0%
	Acquérir du matériel informatique, matériel et mobilier de bureau	lots de matériels	u	12	0	0%
	Recruter le personnel d'appui (1 Reprographe/coursier, 1 technicien de surface, 2 gardiens et 2 chauffeurs)	Nbre de personnes recrutées	u	12	12	100%
	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	u	12	11	92%
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois	u	1	0	0%
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires (Régisseurs et cellule focale de suivi)	Nbre de mois	u	12	11	92%
	Assurer le paiement des charges sociales (CNPS)	Nbre de mois	u	12	11	92%
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel		u	0		100%

Domaines d'intervention	Activités	Période: 01/01/2016 au 30/11/2016			Progrès effectif 2016	%
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA		
	Assurer le paiement des frais de carburant		u	0		100%
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène..etc)		u	0		100%
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, abonnement, assurance auto, etc.)		u	0		100%
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets		u	0		100%
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur					
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI (formations et visites)	Nbre de personnes formées	u	4	4	100%
Programmation/ Planification	Assurer les frais des Réunions tournantes avec le personnel du PROPACOM	Nbre d'atelier	U	3	3	100%
	Assurer les frais de modération de l'atelier d'imprégnation et de planification du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	2	2	100%
	Organiser l'atelier d'imprégnation du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	1	1	100%
	Organiser l'atelier de planification du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	1	1	100%
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2017	Nbre d'atelier	U	1		0%
	Elaborer les rapports d'activités périodiques	Nbre de rapports	U	3	2	67%
	Recruter un consultant chargé de réaliser les études sur les besoins en bois-énergie					
Renforcement des capacités du personnel	Former le personnel sur le logiciel TOMPRO	Nbre de personnes formées	U	9	9	100%
	Former le personnel des antennes et du siège en passation de marché	Nbre de personnes formées	U	36	36	100%
	Participer à Dakar à la formation sur les Principes et pratique du Contrôle Interne dans les projets/programmes de développement			8	8	100%
	Organiser les séances de formation du personnel sur le circuit d'exécution des dépenses dans le cadre du PROPACOM suite à l'installation des Régisseurs	Nbre de personnes formées	U	32	32	100%
Appui insitutionnel au MINADER	Former le personnel du MINADER en Gestion des Projets selon l'approche Chaînes de Valeurs et Modèles d'affaires	nombre de cadres formés	u	30	30	100%
Gestion des savoirs	Former le personnel en élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de gestion des savoirs	nombre de cadres formés		30	30	100%
<b>Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique</b>						
	<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>49.73 %</b>

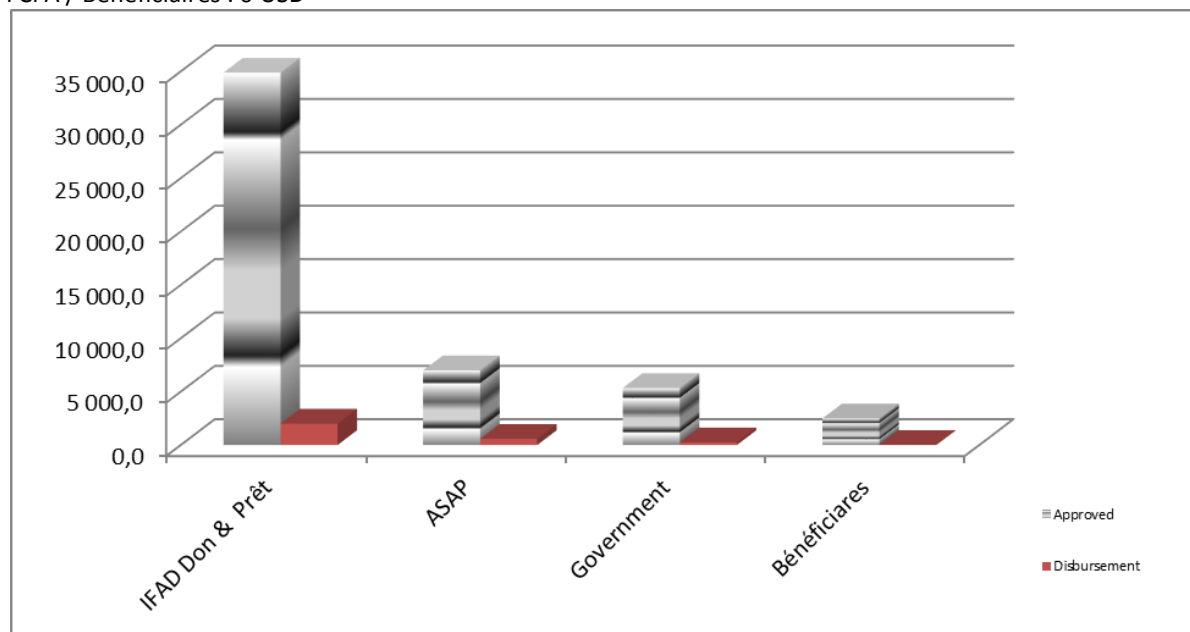


## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30/11/16 (USD 000)**

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD Don & Prêt	34 882,1	2 008,0	5,76
ASAP	6 994,7	571,8	8,17
Government	5 332,2	244,1	4,58
Bénéficiaires	2 488,2	0,0	0,00
<b>Total</b>	<b>49 697,3</b>	<b>2 823,9</b>	<b>5,68</b>

IFAD Loan/ASAP: USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/11/16 / Gouvernement : 129 180 307 FCFA soit 244 097,72 USD au taux historique de 1 USD = 529,215545 FCFA / Bénéficiaires : 0 USD



**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 30/11/16 (USD '000)**

Composantes	Don & Prêt FIDA			Don ASAP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
<b>A. Amélioration durable de la production agricole</b>	<b>25 295,0</b>	<b>1 188,2</b>	<b>4,70</b>	<b>6 300,6</b>	<b>512,6</b>	<b>8,14</b>	<b>2 864,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>1 836,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>36 296,5</b>	<b>1 700,8</b>	<b>4,69</b>
A.1 Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement et union.	3 921,1	184,2	4,7			0,0	7,8		0,00			0,00	3 928,9	184,2	4,69
A.2 Accès aux facteurs de production	19 967,8	937,9	4,70	6 300,6	512,6	8,14	2 788,8		0,00	1 836,7		0,00	30 894,0	1 450,5	4,70
A.3 Accès au financement rural	1 406,2	66,1	4,70			0,00	67,5		0,00			0,00	1 473,7	66,1	4,48
<b>B. Valorisation et mise en marché des produits agricoles</b>	<b>5 329,2</b>	<b>250,3</b>	<b>4,70</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>797,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>651,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>6 778,1</b>	<b>250,3</b>	<b>3,69</b>
B.1 Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché	1 099	51,6	4,70			0,00	367,6		0,00	651,5		0,00	2 117,8	51,6	2,44
B.2 Infrastructures de mise en marché	4 230	198,7	4,70			0,00	429,8		0,00			0,00	4 660,3	198,7	4,26
<b>C. Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs</b>	<b>4 257,9</b>	<b>569,5</b>	<b>13,38</b>	<b>694,1</b>	<b>59,2</b>	<b>8,53</b>	<b>1 670,7</b>	<b>244,1</b>	<b>14,61</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>6 622,7</b>	<b>872,8</b>	<b>13,18</b>
C. 1 Coordination et Gestion du Projet	4 258	569,5	13,38			0,00	1 616,9	244,1	15,10	0,0	0,0	0,00	5 874,8	813,6	13,85
C.2 Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	-		0,00	694,1	59,2	8,53	53,8		0,00	0,0	0,0	0,00	747,9	59,2	7,92
<b>Total</b>	<b>34 882,1</b>	<b>2 008,0</b>	<b>5,76</b>	<b>6 994,7</b>	<b>571,8</b>	<b>8,17</b>	<b>5 332,2</b>	<b>244,1</b>	<b>4,58</b>	<b>2 488,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>49 697,3</b>	<b>2 823,9</b>	<b>5,68</b>

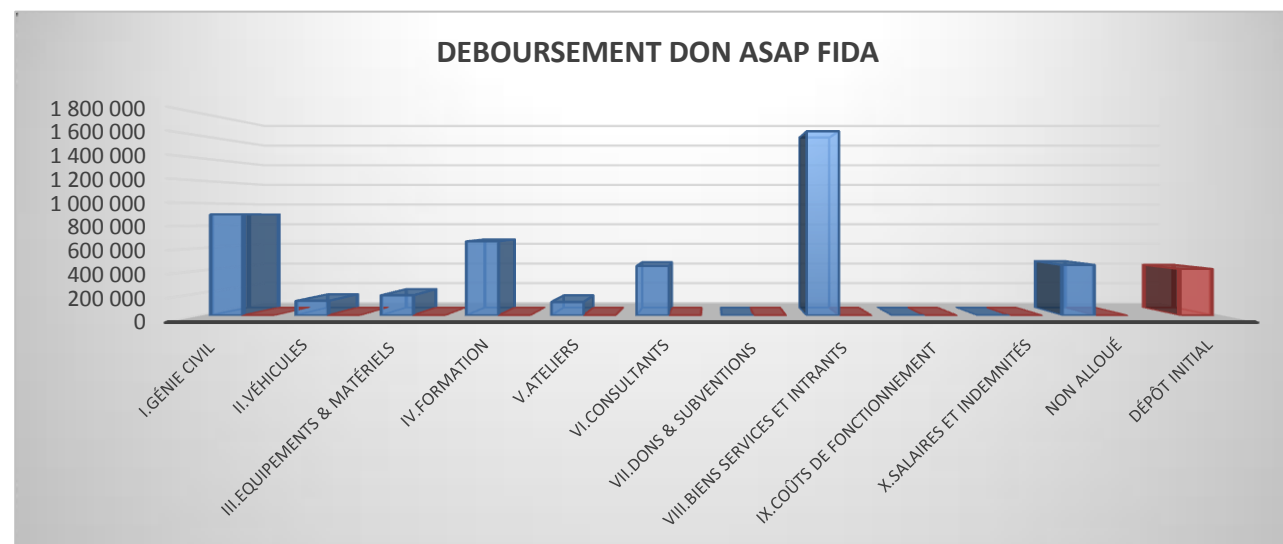
IFAD Loan/ASAP: USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/11/16

Gouvernement : 129 180 307 FCFA soit 244 097,72 USD au taux historique de 1 USD = 529,215545 FCFA

Bénéficiaires : 0 USD

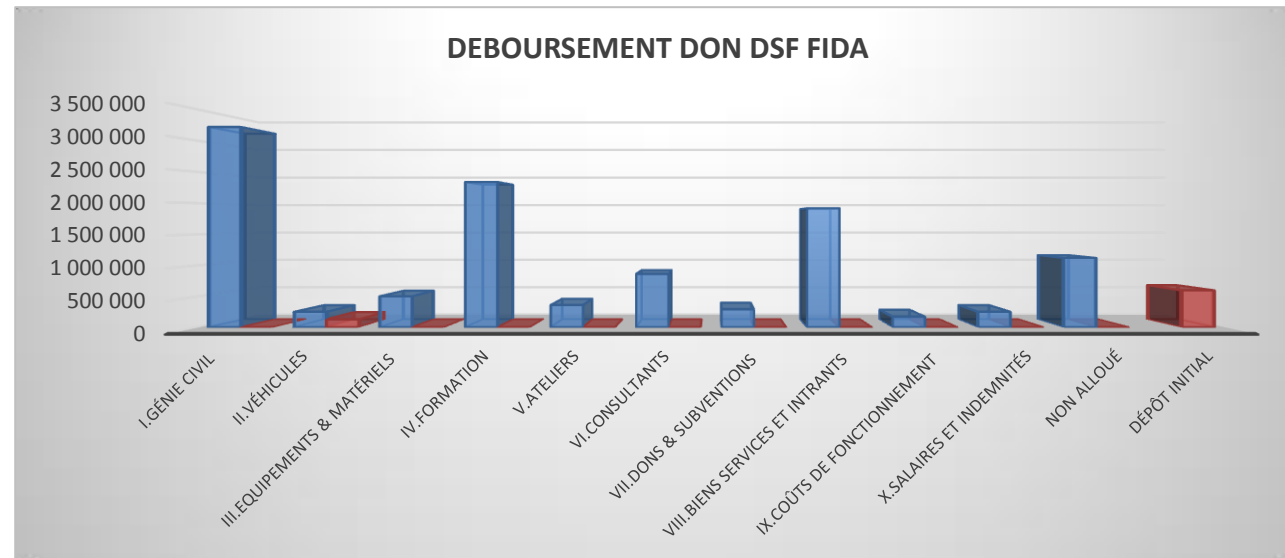
**Tableau 5c1 Décaissement du DON ASAP N° 2000000752 : DTS au 30/11/16**

Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 1	Balance	%	W/A Pending (UCP: DRF )	Total	%	Solde
I.Génie civil	900 000	0,00	900 000,00	0,00		0,00	0,00	900 000,00
II.Véhicules	130 000	0,00	130 000,00	0,00		0,00	0,00	130 000,00
III.Equipements & Matériels	180 000	0,00	180 000,00	0,00		0,00	0,00	180 000,00
IV.Formation	660 000	0,00	660 000,00	0,00		0,00	0,00	660 000,00
V.Ateliers	120 000	0,00	120 000,00	0,00		0,00	0,00	120 000,00
VI.Consultants	440 000	0,00	440 000,00	0,00		0,00	0,00	440 000,00
VII.Dons & subventions	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
VIII.Biens services et intrants	1 640 000	0,00	1 640 000,00	0,00		0,00	0,00	1 640 000,00
IX.Coûts de fonctionnement	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
X.Salaires et indemnités	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Non Alloué	450 000	0,00	450 000,00	0,00		0,00	0,00	450 000,00
Dépôt initial		414 369,80	-414 369,80	0,00		414 369,80	0,00	-414 369,80
<b>Total/Don</b>	<b>4 520 000</b>	<b>414 369,80</b>	<b>4 105 630,20</b>	<b>9,17</b>	<b>0,00</b>	<b>414 369,80</b>	<b>9,17</b>	<b>4 105 630,20</b>



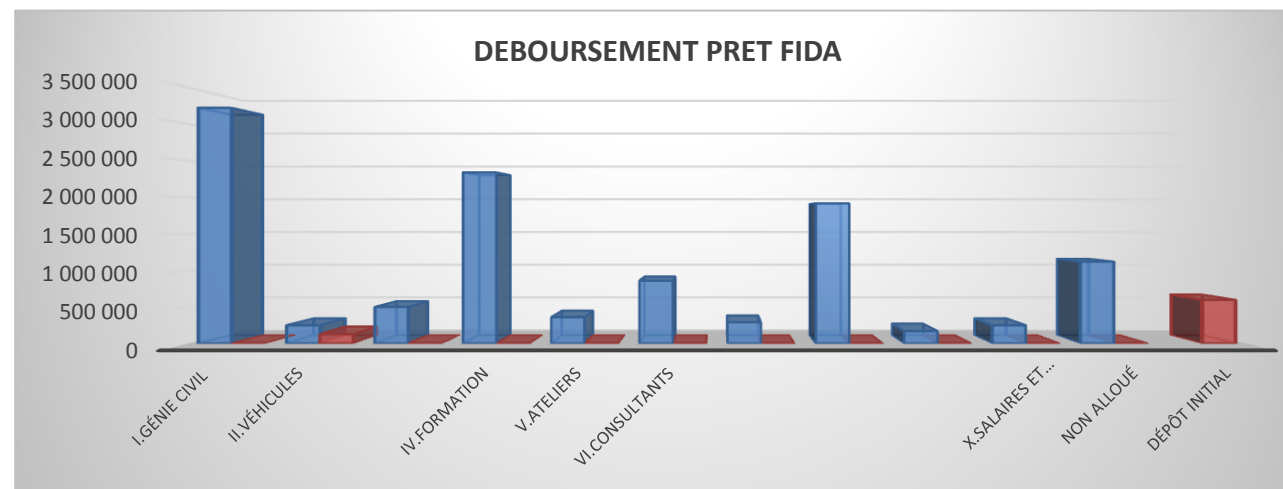
**Tableau 5c2: Décaissement du DON FIDA DSF N° 2000000753 : DTS au 30/11/16**

Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 3	Balance	%	W/A Pending (UCP: DRF )	Total	%	Solde
I.Génie civil	3 220 000	0,00	3 220 000,00	0,00		0,00	0,00	3 220 000,00
II.Véhicules	250 000	128 658	121 342,08	51,46		128 657,92	51,46	121 342,08
III.Equipements & Matériels	500 000	0,00	500 000,00	0,00		0,00	0,00	500 000,00
IV.Formation	2 340 000	0,00	2 340 000,00	0,00		0,00	0,00	2 340 000,00
V.Ateliers	360 000	0,00	360 000,00	0,00		0,00	0,00	360 000,00
VI.Consultants	860 000	0,00	860 000,00	0,00		0,00	0,00	860 000,00
VII.Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00		0,00	0,00	290 000,00
VIII.Biens services et intrants	1 920 000	0,00	1 920 000,00	0,00		0,00	0,00	1 920 000,00
IX.Coûts de fonctionnement	170 000	0,00	170 000,00	0,00		0,00	0,00	170 000,00
X.Salaires et indemnités	250 000	0,00	250 000,00	0,00		0,00	0,00	250 000,00
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	1 120 000,00
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	0,00		596 002,20	0,00	-596 002,20
<b>Total/Don</b>	<b>11 280 000</b>	<b>724 660,12</b>	<b>10 555 339,88</b>	<b>6,42</b>	<b>0,00</b>	<b>724 660,12</b>	<b>6,42</b>	<b>10 555 339,88</b>



**Tableau 5c3: Décaissement du PRÊT FIDA DSF N° 2000000754 : DTS au 30/11/16**

Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 3	Balance	%	W/A Pending (UCP: DRF ...)	Total	%	Solde
I.Génie civil	3 220 000	0,00	3 220 000,00	0,00		0,00	0,00	3 220 000,00
II.Véhicules	250 000	128 658	121 342,08	51,46		128 657,92	51,46	121 342,08
III.Equipements & Matériels	500 000	0,00	500 000,00	0,00		0,00	0,00	500 000,00
IV.Formation	2 340 000	0,00	2 340 000,00	0,00		0,00	0,00	2 340 000,00
V.Ateliers	360 000	0,00	360 000,00	0,00		0,00	0,00	360 000,00
VI.Consultants	860 000	0,00	860 000,00	0,00		0,00	0,00	860 000,00
VII.Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00		0,00	0,00	290 000,00
VIII.Biens services et intrants	1 920 000	0,00	1 920 000,00	0,00		0,00	0,00	1 920 000,00
IX.Coûts de fonctionnement	170 000	0,00	170 000,00	0,00		0,00	0,00	170 000,00
X.Salaires et indemnités	250 000	0,00	250 000,00	0,00		0,00	0,00	250 000,00
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	1 120 000,00
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	0,00		596 002,20	0,00	-596 002,20
<b>Total/Don</b>	<b>11 280 000</b>	<b>724 660,12</b>	<b>10 555 339,88</b>	<b>6,42</b>	<b>0,00</b>	<b>724 660,12</b>	<b>6,42</b>	<b>10 555 339,88</b>





## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Au 30/11/16

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe 1, II, A, 9 « Unité de Coordination du Projet (UCP) »	Effectif de l'UCP et des Antennes Régionales	Mise en place avant démarrage	A date personnel clef UCP et personnel des 2 antennes mis en place	
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « .... L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	16.11.16	16 jours de retard observés dans la transmission du PTBA/PPM au FIDA
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Sans objet	Etats financiers 2016 à produire après la clôture de l'exercice
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Sans objet	Rapport d' audit a remettre après audit états financiers 2016





## **Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### **Apprentissage**

---

A ce stade il n'est pas encore possible de tirer des éléments d'innovation ou d'apprentissage

---

### **Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision**

---

A ce stade il n'est pas encore possible de tirer des éléments d'innovation ou d'apprentissage

---